

DÉCÈS DE L'ÉMIR PÈRE DU QATAR
**Le Président fait
signer,
par Ghrieb,
le registre de
condoléances**

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ
**Bon à savoir
pour alléger
la facture
d'énergie**

P 24

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Mercredi 15 juillet 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6795 - 23^e année

P 5

MDN

Échec pour l'alliance diabolique MAK-Makhzen

Un communiqué du ministère de la Défense nationale a annoncé le démantèlement d'un réseau criminel affilié au mouvement terroriste le MAK, composé de six individus dont quatre ressortissants clandestins marocains résidant illégalement en Algérie.

LIRE EN PAGE 4

GRAND
ENTRETIEN

RELATIONS ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE

« Nous assistons à l'émergence d'un partenariat stratégique de nouvelle génération »

L'expert
Abderrahmane
Hadej, Consultant
international en
développement
économique,
décode, dans cet
entretien, la visite du
président Tebboune
en Allemagne en
l'abordant sous ses
dimensions
géopolitique,
géoeconomique et
économique.



LIRE EN PAGES 2 & 3

VALORISATION DES SAUMURES
ET POINT SUR LES GRANDS PROJETS
MINIERS



Le Gouvernement examine les dossiers

P 5

ALLOCATION TOURISTIQUE
**La BA encadre
l'usage
de la carte
de paiement
internationale**

P 6

POUR POUSSER PETKOVIC
VERS LA SORTIE
**La FAF prépare
une stratégie**

P 11

L'ÉDITO

Le ton est grave et la colère à peine contenue. Après de fortes rumeurs sur la « toxicité » de la pastèque algérienne, notre ministère de l'Intérieur a réagi. Dans un communiqué publié, lundi dernier, notre ministère de l'Intérieur a précisé que « suite aux informations diffusées sur les réseaux sociaux concernant le caractère prétendument impropre à la consommation de la pastèque, le ministère de l'Intérieur... informe les citoyennes et les citoyens que les résultats des analyses de laboratoire réalisées infirment de manière catégorique ces allégations, qui ne sont rien d'autre que de fausses informations visant à porter atteinte à l'économie nationale et à la sécurité alimentaire du pays, à un moment où les différents secteurs économiques connaissent une dynamique positive, notamment avec l'essor des produits agricoles nationaux sur les marchés extérieurs ». En effet, il y a les dégâts engendrés par ces rumeurs sur nos agriculteurs, qui ont vu le prix de leur production s'effondrer. Mais il y a aussi, comme le mentionne le communiqué, une atteinte à l'économie nationale en plein essor et notam-

La pastèque, la concurrence et la politique

ment à nos exportations hors hydrocarbures. Ainsi qu'à notre sécurité alimentaire. Sans compter les conséquences sur nos producteurs de ce fruit qui voient les prix s'effondrer et accusent des pertes même sur le marché national. Il faut savoir que régulièrement et depuis fort longtemps, des officines diffusent des rumeurs sur la pastèque algérienne. À titre d'exemple, on peut citer la TV publique française France24 qui en août 2018 accusait notre pastèque de transmettre le... choléra. Rien que ça ! Voici le lien pour celles et ceux qui veulent voir et entendre par eux-mêmes : <https://www.facebook.com/France24/videos/chole%C3%A9ra-en-alg%C3%A9rie-rumeur-sur-des-past%C3%A8ques-conta->

[min%C3%A9s/2155056114815884/](https://www.facebook.com/France24/videos/chole%C3%A9ra-en-alg%C3%A9rie-rumeur-sur-des-past%C3%A8ques-conta-min%C3%A9s/2155056114815884/). Ensuite, le dynamisme que connaissent nos exportations hors hydrocarbures et plus particulièrement la pastèque qui est de plus en plus prisée par les consommateurs français ne laissent pas indifférents certains milieux. Parmi eux, notre voisin de l'Ouest, le Maroc pour ne pas le citer, exporte lui aussi sa production de pastèque. Il considère que notre production met à mal le « monopole » qu'il avait sur le marché français. Sauf que cette fois-ci, des voix de l'intérieur ont contribué à répandre la rumeur. Suite à quoi, le communiqué précise que « les déclarations de certaines personnes ou associations..., à l'instar de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), constituent un dépassement des missions qui leur sont dévolues, et elles sont, de ce fait, tenues de se conformer aux principes et règles régissant leur domaine de compétence... sans intervenir sur des questions ne relevant pas de leurs prérogatives ». Le ministère précise également « se réserver le droit de prendre les mesures prévues par la législation et la réglementation en vigueur ». Une association algérienne qui stigmatise, sans preuve, la production agricole de son pays. Pourquoi ?

Zouhir Mebarki

GRAND ENTRETIEN

Avec Abderrahmane Hadeef (*)

ALGÉRIE – ALLEMAGNE :

« Nous assistons à l'émergence d'un partenariat stratégique de nouvelle génération »

La visite officielle qu'effectue le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Allemagne intervient dans un contexte international marqué par une profonde recomposition géoéconomique. La pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine, les tensions sur les chaînes mondiales d'approvisionnement, l'accélération de la transition énergétique et la montée des politiques industrielles ont profondément modifié les priorités économiques des grandes puissances. Dans ce nouvel environnement, les relations entre l'Algérie et l'Allemagne dépassent désormais le simple cadre des échanges commerciaux. Elles s'inscrivent progressivement dans une logique de partenariat stratégique fondé sur la sécurité énergétique, la résilience des chaînes de valeur, l'investissement industriel, l'innovation et la transition écologique. Cette visite présidentielle pourrait ainsi marquer une étape importante dans la construction d'un partenariat de nouvelle génération entre les deux pays. L'expert Abderrahmane Hadeef décrypte, dans cet entretien, les relations entre l'Algérie et l'Allemagne sous leur dimensions géopolitique, géoéconomique et économique, notamment dans le contexte de la visite présidentielle.

Le Courrier d'Algérie : Le président Abdelmadjid Tebboune est attendu ce jeudi à Berlin dans le cadre d'une visite officielle à l'invitation de son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier. Au-delà du cadre diplomatique et avant d'aller sur l'économie, cette visite revêt-elle, selon vous, un caractère géopolitique ? Si oui, lequel ?

Abderrahmane Hadeef : Oui, incontestablement. Je dirais même que cette visite revêt une dimension à la fois géopolitique et surtout géoéconomique, tant les deux dimensions sont désormais étroitement liées. Depuis cinq ans, nous assistons à une profonde transformation de l'économie mondiale. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence la fragilité des chaînes mondiales d'approvisionnement, révélant une dépendance excessive de nombreuses économies européennes vis-à-vis de fournisseurs géographiquement éloignés. À peine cette crise était-elle surmontée que la guerre en Ukraine est venue bouleverser les équilibres énergétiques de l'Europe, accélérant la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement et de renforcer la sécurité énergétique.

Ces deux crises ont conduit l'Union européenne à revoir profondément sa stratégie industrielle. Elles ont favorisé l'émergence de nouvelles approches telles que le Nearshoring, qui consiste à rapprocher les activités industrielles des marchés européens, et le Friendshoring, qui privilégie les partenariats avec des pays considérés comme fiables et partageant des intérêts stratégiques communs. L'Allemagne est aujourd'hui pleinement engagée dans cette dynamique. Première puissance industrielle européenne, elle cherche à construire des chaînes de valeur plus résilientes, plus courtes et plus durables, tout en sécurisant son approvisionnement en énergie et en matières premières critiques. Dans cette nouvelle géographie économique, l'Algérie dispose d'atouts particulièrement importants. Sa proximité avec l'Europe, ses infrastructures énergétiques, ses importantes ressources naturelles, son capital humain, son potentiel exceptionnel en énergies renouvelables, ses capacités industrielles réelles et latentes ainsi que sa stabilité politique en font un partenaire crédible pour accompagner cette nouvelle stratégie européenne. Au-delà de ces considérations économiques, l'Allemagne considère également l'Algérie comme un acteur majeur de stabilité régionale en Méditerranée, au Sahel et en Afrique. Cette dimension géopolitique renforce naturellement la qualité du dialogue entre les deux pays. À mon sens, cette visite traduit donc une évolution majeure : les relations algéro-allemandes ne reposent plus uniquement sur des intérêts commerciaux, mais s'inscrivent désormais dans une vision commune de long terme fondée sur la sécurité énergétique, la souveraineté industrielle, la résilience économique et la transition écologique.

Abordons les relations entre l'Algérie et l'Allemagne sous l'aspect économique. Pourriez-vous nous donner un aperçu de la situation actuelle de la coopération et des domaines concernés, notamment en ce qui concerne les échanges ?

Les relations économiques entre les deux pays connaissent aujourd'hui une évolution particulièrement intéressante. L'Allemagne figure parmi les principaux partenaires économiques de l'Algérie au sein de l'Union européenne, avec une présence historique dans des secteurs tels que les équipements industriels et les machines-outils, les technologies, la pharmacie et la chimie.

Cependant, nous observons aujourd'hui un changement de paradigme. La coopération ne se limite plus à une relation classique d'import-export. Elle évolue progressivement vers des investissements productifs, des partenariats industriels, des transferts de techno-



logies et la création de chaînes de valeur intégrées.

Cette dynamique est directement liée aux réformes engagées par l'Algérie ces dernières années : nouvelle loi sur l'investissement, création de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), amélioration du climat des affaires, simplification des procédures administratives et volonté affirmée des pouvoirs publics de diversifier l'économie nationale. Cette évolution a d'ailleurs été accompagnée par l'Union européenne à travers le programme Sustainable Investment Partnership (SIP). Ce programme a permis d'organiser plusieurs missions économiques dans différents pays européens afin de promouvoir le nouveau cadre de l'investissement en Algérie. Ces missions ont été conduites en étroite collaboration avec les cadres de l'AAPI et les représentants des institutions économiques nationales.

L'une des étapes importantes de ce programme a été la mission organisée en Allemagne au début de l'année 2025. Cette visite a permis de présenter aux entreprises allemandes les réformes engagées par l'Algérie, les nouveaux mécanismes d'accompagnement des investisseurs ainsi que les nombreuses opportunités offertes dans les secteurs industriels, énergétiques et technologiques.

Au-delà des échanges commerciaux, l'objectif est désormais d'attirer des investissements créateurs de valeur, de favoriser le transfert de technologies et de construire de véritables partenariats industriels gagnant-gagnant.

L'Algérie a hissé son partenariat avec l'Italie et l'Espagne à un niveau stratégique, notamment dans le domaine de l'énergie. Peut-on attendre la même chose avec l'Allemagne lors de cette visite ?

Je pense que oui, mais avec une approche sensiblement différente.

Les partenariats développés avec l'Italie et l'Espagne ont été, dans un premier temps, fortement portés par les enjeux liés à la sécurité des approvisionnements en gaz naturel. Cette dimension reste naturellement importante.

L'approche allemande, en revanche, s'inscrit davantage dans une vision industrielle et technologique de long terme. Berlin ne recherche pas uniquement un fournisseur d'énergie ; elle souhaite développer des partenariats structurants autour de filières stratégiques qui accompagneront la transition vers une économie décarbonnée.

Cela concerne naturellement les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, les technologies propres, mais également la mobilité durable, la chimie verte, les matériaux straté-

giques, la digitalisation industrielle, les réseaux intelligents, l'économie circulaire, ainsi que la recherche, l'innovation et la formation.

Cette vision est parfaitement cohérente avec les nouvelles politiques industrielles européennes, notamment le Net-Zero Industry Act, le Clean Industrial Deal et le Critical Raw Materials Act, qui visent à renforcer la souveraineté industrielle de l'Europe tout en développant des partenariats durables avec les pays voisins.

L'Algérie dispose précisément des atouts recherchés : une base énergétique solide, un potentiel exceptionnel en solaire et en hydrogène, des ressources minières stratégiques, un tissu industriel en développement, une position géographique privilégiée et un capital humain qualifié.

Nous pouvons donc raisonnablement nous attendre à ce que cette visite ouvre la voie à un partenariat stratégique de nouvelle génération, fondé non seulement sur l'énergie, mais aussi sur la co-industrialisation, l'innovation, le développement des compétences et l'intégration progressive de l'Algérie dans les nouvelles chaînes de valeur euro-méditerranéennes.

Nous pensions que l'énergie serait au cœur des discussions à Berlin. Sonatrach a annoncé la semaine dernière la livraison de sa première cargaison de GNL à destination de l'Allemagne. Mais c'est surtout dans les énergies renouvelables que les deux pays avancent avec des perspectives prometteuses. Quels sont aujourd'hui les projets les plus aboutis et les plus réalistes ?

Effectivement, la première livraison de GNL algérien vers l'Allemagne constitue un signal fort. Elle traduit la volonté des deux pays de renforcer leur coopération énergétique. Mais cette coopération ne peut être réduite au seul gaz naturel. Les véritables perspectives d'avenir se situent dans la construction d'un partenariat énergétique et industriel beaucoup plus large. Naturellement, le Southern Hydrogen Corridor (South2 Corridor) constitue aujourd'hui le projet le plus emblématique. Il ambitionne de relier les futurs sites de production d'hydrogène renouvelable en Afrique du Nord aux grands bassins industriels européens. Mais il ne représente qu'une composante d'un écosystème beaucoup plus vaste. Je pense notamment au programme TaqatHy+, qui accompagne le développement des capacités institutionnelles, réglementaires et techniques de la filière hydrogène en Algérie, ainsi qu'au vaste programme national de développement des énergies renouvelables porté par les autorités algériennes.

●●●

●●●

Au-delà de ces initiatives, plusieurs filières présentent un fort potentiel de coopération avec l'Allemagne. Il s'agit d'abord de l'industrie des équipements destinés aux énergies renouvelables : fabrication de structures métalliques, composants photovoltaïques, câblages, transformateurs, équipements électriques, systèmes de contrôle et d'automatisation. La coopération pourrait également s'étendre à l'industrie mécanique et automobile, à la chimie et à la chimie verte, aux technologies du dessalement de l'eau de mer, au stockage de l'énergie, aux réseaux intelligents (smart grids), aux batteries, ainsi qu'aux solutions de mobilité électrique. Ces secteurs correspondent précisément aux domaines d'excellence de l'industrie allemande et aux priorités de diversification économique de l'Algérie. L'objectif n'est donc pas uniquement de développer des capacités de production d'énergie renouvelable, mais de bâtir de véritables filières industrielles intégrées, capables de créer de la valeur ajoutée locale, de générer des emplois qualifiés et de renforcer les exportations hors hydrocarbures.

L'Algérie est reconnue par ses partenaires comme un fournisseur sûr et fiable de gaz. Cette position constitue-t-elle un avantage concurrentiel pour conquérir les marchés de l'hydrogène vert, du solaire et des nouvelles énergies ?

Absolument, et cet avantage est souvent sous-estimé. La crédibilité acquise par l'Algérie depuis plusieurs décennies en tant que fournisseur fiable de gaz constitue un actif stratégique considérable. La confiance est un élément déterminant dans les futurs marchés de l'hydrogène, où les investisseurs privilégieront des partenaires capables d'assurer des approvisionnements stables sur plusieurs décennies.

Mais le véritable avantage compétitif de l'Algérie va bien au-delà de cette réputation. Contrairement à de nombreux pays qui démarrent quasiment de zéro, l'Algérie dispose déjà d'un socle industriel et technologique solide, construit autour de plus de cinquante années d'expérience dans l'industrie des hydrocarbures. Des entreprises nationales comme Sonatrach, Sonelgaz, Cosider, Sonarem, ELEC El Djazaïr, GCB, GTP, ENCC ou encore les nombreuses entreprises privées qui se sont développées autour du secteur pétrolier et gazier constituent aujourd'hui un véritable écosystème industriel. À cela s'ajoutent des compétences reconnues dans les domaines de l'ingénierie, des grands projets industriels, des infrastructures énergétiques, de la fabrication métallique, des réseaux électriques, des stations de compression, du transport par pipelines ainsi que du dessalement de l'eau de mer, domaine dans lequel l'Algérie figure aujourd'hui parmi les pays les plus avancés de la région. L'Algérie dispose également d'atouts importants dans les industries minières et les matières premières stratégiques, qui joueront un rôle essentiel dans les technologies de la transition énergétique. Il ne faut pas oublier non plus l'émergence d'un secteur privé particulièrement dynamique, capable de s'intégrer progressivement dans les nouvelles chaînes de valeur industrielles.

Enfin, le capital humain constitue certainement l'un des principaux avantages du pays. L'Algérie dispose d'ingénieurs, de techniciens et de compétences industrielles de haut niveau qui pourront accompagner cette nouvelle transition. Autrement dit, l'hydrogène vert ne représente pas une rupture avec l'histoire industrielle de l'Algérie. Il constitue plutôt le prolongement naturel des compétences, des infrastructures et du savoir-faire développés autour de l'industrie énergétique nationale.

C'est précisément ce qui distingue aujourd'hui l'Algérie de nombreux autres pays candidats à l'exportation d'hydrogène renouvelable.

Le Southern Hydrogen Corridor est considéré comme le projet le plus promoteur entre les deux pays. Nos lecteurs souhaiteraient mieux comprendre son importance...

Le Southern Hydrogen Corridor est effectivement bien plus qu'un simple projet énergétique. À mes yeux, il constitue l'un des projets industriels les plus structurants pour l'Algérie depuis plusieurs décennies. On le présente souvent comme un futur corridor destiné à transporter de l'hydrogène renouvelable vers l'Europe. Cette vision est réductrice. En réalité, il s'agit d'un véritable projet de transformation économique et industrielle. Le corridor repose sur le développement simultané de plusieurs chaînes de valeur : les centrales solaires de grande capacité, les électrolyseurs pour produire l'hydrogène renouvelable, les installa-

PH : DR



« La coopération pourrait également concerner les industries mécaniques, les équipements électriques, l'automatisation industrielle, la robotique, les technologies de l'Industrie 4.0, l'IA appliquée à la production, les réseaux intelligents, le traitement et le dessalement des eaux, le recyclage, l'économie circulaire, ainsi que les technologies de l'efficacité énergétique. »

tions de dessalement, les infrastructures de transport, les réseaux électriques, les stations de compression, les installations de stockage ainsi que les infrastructures portuaires et logistiques. Autour de ces investissements pourrait émerger un important tissu industriel national. Le projet du Southern Hydrogen Corridor pourrait produire des impacts socio-économiques importants et générer des effets structurants à plusieurs niveaux. Le premier concerne l'industrie. Ce projet offre une opportunité unique d'accélérer la montée en puissance du contenu local dans de nombreux segments industriels : métallurgie, mécanique, fabrication d'équipements électriques, tuyauterie industrielle, maintenance, génie civil, ingénierie, électronique, digitalisation et services industriels. Cette dynamique favoriserait l'émergence de nouvelles filières industrielles capables de répondre aux besoins du marché national mais également de conquérir des marchés internationaux. Le deuxième impact est économique. Grâce à une augmentation progressive du contenu local, plusieurs dizaines de milliards d'euros de valeur ajoutée pourraient être créés en Algérie sur toute la durée de développement du corridor. Cela se traduirait par un effet d'entraînement considérable sur les PME, la sous-traitance, les services industriels et les exportations hors hydrocarbures. Le troisième impact concerne l'emploi et les compétences. Le projet mobiliserait des milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'entreprises nationales. Il favoriserait également le développement de nouveaux programmes universitaires, de centres de recherche, de plateformes technologiques et de formations spécialisées dans les métiers de l'hydrogène, des énergies renouvelables et des technologies propres. Le quatrième impact est territorial. Les régions du Sud, qui accueilleront une grande partie des installations, pourraient bénéficier d'un développement économique significatif grâce aux nouvelles infrastructures, à l'amélioration des réseaux, à l'implantation de PME, au développement des services et à la création d'emplois locaux. Le corridor pourrait ainsi devenir un puissant levier de développement régional et d'aménagement équilibré du territoire. Enfin, il existe des co-bénéfices environnementaux majeurs : réduction des émissions de CO₂, accélération du déploiement des énergies renouvelables, meilleure valorisation des ressources hydriques grâce aux technologies modernes de dessalement et contribu-

tion aux objectifs climatiques nationaux et internationaux. En définitive, le Southern Hydrogen Corridor ne doit pas être considéré uniquement comme un projet d'exportation d'énergie. C'est un projet de transformation économique, susceptible d'accélérer la diversification de l'économie algérienne, de renforcer sa base industrielle et de positionner durablement le pays parmi les acteurs majeurs de l'économie décarbonée.

En dehors de l'énergie, la marque Opel envisage d'installer sa première usine hors Europe en Algérie. Outre l'automobile, dans quels autres domaines les Allemands peuvent-ils nous être « utiles » ?

Je préfère parler de partenariat mutuellement bénéfique plutôt que d'une relation où les Allemands seraient « utiles » à l'Algérie. Les deux économies sont complémentaires et chacune a des atouts à apporter à l'autre. L'automobile constitue effectivement l'un des secteurs les plus prometteurs. L'annonce du projet d'implantation d'Opel est un signal positif, qui témoigne de l'intérêt croissant des industriels allemands pour le marché algérien. Au-delà de l'assemblage de véhicules, l'enjeu est de développer une véritable filière automobile intégrée, avec un réseau de sous-traitants, une montée en puissance du contenu local et, à terme, une capacité d'exportation vers les marchés africains et euro-méditerranéens.

À moyen terme, il serait également souhaitable d'engager des discussions avec d'autres grands constructeurs allemands, notamment Volkswagen, notamment avec son nouveau plan de restructuration et sa stratégie internationale ce qui ouvrira de nouvelles perspectives d'investissement. L'Algérie dispose aujourd'hui d'un environnement plus favorable qu'il y a quelques années, avec un nouveau cadre juridique, une meilleure visibilité économique et un marché régional en forte croissance. Mais les perspectives de coopération vont bien au-delà de l'automobile. Je pense notamment à la pharmacie et aux technologies de la santé, où l'Allemagne est l'un des leaders mondiaux. L'Algérie ambitionne de renforcer sa souveraineté sanitaire et de développer une industrie pharmaceutique plus intégrée. Des partenariats dans la production de médicaments, de dispositifs médicaux, de biotechnologies ou d'équipements hospitaliers seraient particulièrement stratégiques.

Le secteur de la chimie et de la pétrochimie représente également un domaine à fort potentiel. Grâce à ses ressources en hydrocarbures, l'Algérie peut développer des industries à plus forte valeur ajoutée en partenariat avec des groupes allemands disposant d'une expertise reconnue dans la chimie de spécialité, les matériaux avancés et la chimie verte. La coopération pourrait également concerner les industries mécaniques, les équipements électriques, l'automatisation industrielle, la robotique, les technologies de l'Industrie 4.0, l'intelligence artificielle appliquée à la production, les réseaux intelligents, le traitement et le dessalement des eaux, le recyclage, l'économie circulaire, ainsi que les technologies de l'efficacité énergétique. Un autre domaine me paraît particulièrement important : la formation professionnelle, la recherche appliquée et le transfert de technologies. Le modèle allemand repose sur une forte articulation entre les entreprises, les universités et les centres de recherche. Cette expérience pourrait accompagner l'Algérie dans le développement de compétences adaptées aux métiers de demain, notamment dans les filières indus-

trielles et les technologies vertes. Enfin, les secteurs minier et des matières premières critiques offrent de nouvelles perspectives. L'Allemagne, engagée dans la transition énergétique et la sécurisation de ses approvisionnements, porte un intérêt croissant aux ressources stratégiques. L'Algérie, avec ses projets de développement minier, peut devenir un partenaire de premier plan dans ce domaine. En définitive, je pense que le véritable enjeu consiste à passer d'une logique d'importation de produits finis à une logique de co-industrialisation, de création de valeur locale, d'innovation et de développement de chaînes de valeur intégrées entre l'Algérie, l'Europe et l'Afrique.

Quelles sont, pour résumer, les attentes des Algériens comme des Allemands à travers la visite présidentielle ?

Les attentes sont importantes de part et d'autre, mais elles sont également très convergentes. Pour l'Allemagne, cette visite représente l'occasion de consolider un partenariat avec un pays considéré comme Ami, fiable, stable et stratégique. Berlin cherche à sécuriser ses approvisionnements énergétiques, mais également à construire des chaînes de valeur plus résilientes, à accompagner sa transition industrielle et à diversifier ses partenariats dans son voisinage. Pour l'Algérie, les attentes sont tout aussi ambitieuses. Il s'agit d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, d'accélérer la diversification économique, de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale, de favoriser le transfert de technologies, de développer le contenu local et de créer des emplois qualifiés.

Cette convergence d'intérêts ouvre une fenêtre d'opportunité particulièrement favorable. Mais je pense que la réussite de ce partenariat se mesurera moins au nombre d'accords signés qu'à leur capacité à produire des résultats concrets : des usines, des centres de recherche, des plateformes technologiques, des PME intégrées dans les chaînes de valeur internationales, des programmes de formation, des emplois qualifiés et des exportations de produits à forte valeur ajoutée. Nous sommes aujourd'hui dans une phase où les politiques industrielles redeviennent un levier majeur de compétitivité. L'Algérie dispose de nombreux atouts : des ressources énergétiques et minières importantes, une position géographique stratégique, un marché significatif, un capital humain de qualité et un environnement des affaires en amélioration continue. Si ces atouts sont pleinement valorisés, le partenariat avec l'Allemagne pourrait devenir un modèle de coopération fondé sur la création de valeur partagée et le co-développement industriel.

Le mot de la fin ?

Je voudrais insister sur une idée essentielle. Pendant longtemps, les relations entre l'Algérie et l'Europe ont été principalement structurées autour des échanges commerciaux et l'approvisionnement en hydrocarbures. Aujourd'hui, nous assistons à un changement de paradigme. Les grandes transitions énergétique, numérique et industrielle ouvrent une nouvelle page de coopération. L'Algérie n'est plus seulement appelée à être un fournisseur d'énergie ; elle a vocation à devenir un partenaire industriel, technologique et logistique de premier plan, pleinement intégré aux nouvelles chaînes de valeur euro-méditerranéennes et africaines. La visite du Président de la République en Allemagne peut constituer un moment fondateur de cette nouvelle ambition. Elle intervient à une période où les intérêts stratégiques des deux pays convergent plus que jamais. À l'Allemagne, l'Algérie peut offrir la sécurité énergétique, un potentiel exceptionnel en énergies renouvelables, des ressources stratégiques, un environnement favorable au nearshoring et un accès privilégié aux marchés africains. À l'Algérie, l'Allemagne peut apporter son excellence industrielle, sa capacité d'innovation, ses technologies, ses investissements et son expérience dans la structuration de filières industrielles compétitives. Le véritable défi est désormais de transformer cette convergence d'intérêts en projets concrets, créateurs de richesse, d'emplois et d'innovation. Si cette ambition est pleinement portée par les deux parties, nous ne parlerons plus demain d'une simple coopération bilatérale, mais d'un véritable partenariat stratégique de nouvelle génération, au service d'une prospérité partagée entre l'Algérie, l'Allemagne et l'ensemble de l'espace euro-méditerranéen.

**(*) Consultant international en développement économique
Team Leader GFA – Étude des impacts socio-économiques du Southern Hydrogen Corridor (Programme ThaqatHy+ / GLZ)**

Entretien réalisé par Farid Guellil

Échec pour l'alliance diabolique MAK-Makhzen

Un communiqué du ministère de la Défense nationale a annoncé le démantèlement d'un réseau criminel affilié au mouvement terroriste le MAK, composé de six individus dont quatre ressortissants clandestins marocains résidant illégalement en Algérie.

Ce groupe criminel démantelé par les services centraux de la sécurité de l'armée activaient dans la wilaya de Tizi-Ouzou durant la période des législatives pour perturber le bon déroulement de ce scrutin important pour l'avenir du pays. La présence d'individus de nationalité marocaine parmi les membres du groupe prouve la collusion entre le Makhzen et le mouvement terroriste le MAK. Il faut préciser dans ce cadre, que ce n'est pas la première fois que des preuves d'une alliance diabolique entre ce groupe terroriste et le makhzen et même le Mossad, sont mises au jour. La main de ce trio diabolique est évidente dans les incendies criminels qui avaient endeuillé la Kabylie durant le mois d'août 2021 et qui avaient causé la mort du jeune artiste et militant du mouvement associatif Djamel Bensmail.

Dans leur déposition durant le procès, les mis en cause dans les incendies criminels et dans l'assassinat de Djamel Bensmail, qui s'était tenu au mois de novembre 2022, avaient reconnu leur appartenance au mouvement terroriste le MAK dont le sup-



posé président Ferhat Mehenni avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité. Le communiqué du MDN, rendu public, lundi, indique que, « dans le cadre des efforts continus sur le terrain, visant à garantir la sécurité et la quiétude des citoyens, et grâce à l'exploitation optimale des informations, les services centraux de la sécurité de l'Armée ont démantelé, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, en 1ère Région militaire, un groupe criminel composé de six individus du mouvement terroriste (MAK), dont quatre éléments de nationalité marocaine résidant illégalement en Algérie. Ils activaient dans la région, pendant la période des élections législatives, et ce, dans l'objectif de gâcher le bon déroulement de ce rendez-

vous électoral et empêcher les citoyens d'y participer. Cette opération reflète le haut degré de vigilance dont font preuve les différents services de sécurité et leur aptitude à mettre en échec les plans criminels, notamment à travers l'arrestation de toutes les personnes impliquées dans ces groupes subversifs qui ciblent la sécurité et la stabilité du pays".

Il est établi, depuis la création du mouvement terroriste du Mak, sa nature hostile à l'unité et la souveraineté nationale. Sa collusion avec le Mossad israélien a été prouvée par les nombreux voyages de son supposé président Ferhat Mehenni en Israël. Ses fréquents séjours au Maroc sont également une autre preuve de sa soumission aux ordres du Makhzen pour ten-

ter de semer le chaos en Algérie. Il n'est un secret pour personne que cet individu a vendu son âme au diable au point de s'allier avec les ennemis de l'Algérie pour tenter de le déstabiliser au profit du Maroc et son autre parrain Israël. Le démantèlement de cette cellule terroriste est le fruit de la vigilance des services de sécurité qui sont aux aguets pour réduire à néant toute velléité de nuire à la souveraineté, la stabilité et la sécurité de l'Algérie. Le Makhzen qui se voit chaque jour perdre la guerre qu'il mène à la jeunesse algérienne en tentant d'inonder le pays de drogues, voulant s'essayer aux tentatives de perturber le déroulement de rendez-vous politiques a subi le même échec cuisant.

Slimane B.

LÉGISLATIVES 2026 Dernière ligne droite avant les résultats définitifs

À quelques jours de l'annonce des résultats définitifs des élections législatives, l'attention se focalise désormais sur la Cour constitutionnelle, appelée à statuer sur les recours introduits contre les résultats provisoires et à arrêter la composition finale de la dixième législature de l'Assemblée populaire nationale (APN). Conformément à la loi organique relative au régime électoral, le délai de dix jours imparti à la Cour constitutionnelle pour examiner les recours et proclamer les résultats définitifs arrivera à échéance demain jeudi. Ce délai peut toutefois être prorogé, à titre exceptionnel, de 48 heures par décision du président de la Cour si les circonstances l'exigent. En attendant le verdict de la haute juridiction, les candidats proclamés élus comme les auteurs des recours restent dans l'expectative. La Cour poursuit l'examen des dossiers qui lui ont été soumis, tandis que les services compétents mènent des investigations sur plusieurs plaintes portant sur des irrégularités présumées relevées dans certaines circonscriptions électorales. Ces recours, ainsi que les enquêtes en cours, pourraient conduire à une révision de l'attribution de certains sièges parlementaires avant la proclamation officielle des résultats définitifs. Dans ce contexte, les formations politiques, notamment celles arrivées en tête du scrutin, observent une certaine réserve. Elles préfèrent attendre la décision finale de la Cour constitutionnelle avant de se prononcer sur la composition du futur Parlement. Parallèlement, des informations font état d'enquêtes engagées par les autorités compétentes concernant des soupçons d'irrégularités ou de manipulations présumées au cours de différentes étapes du processus électoral. Ces investigations viseraient des encadreurs du scrutin ainsi que des candidats, y compris certains députés annoncés élus dans les résultats provisoires.

RÉEXAMEN DES PROCÈS-VERBAUX DE DÉPOUILLEMENT

Selon des sources médiatiques, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a demandé, au cours des dernières heures, à plusieurs de ses délégations de wilaya de transmettre les procès-verbaux communaux détaillés des opérations de dépouillement et de comptage des voix. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'examen des dossiers faisant l'objet de recours et de la coordination avec la Cour constitutionnelle. Elle intervient après le signalement d'indices laissant présumer d'éventuelles irrégularités soulevées dans les recours déposés devant les instances compétentes. Le retour aux procès-verbaux originaux vise à vérifier l'exactitude des données consignées et à les confronter aux autres documents électoraux avant la clôture de l'instruction des dossiers.

UNE DÉCISION ATTENDUE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PARLEMENT

La loi organique relative au régime électoral confère à la Cour constitutionnelle la compétence exclusive pour statuer sur l'ensemble des recours dirigés contre les résultats provisoires et arrêter les résultats définitifs des élections législatives. Une fois ces résultats proclamés, les députés élus acquerront définitivement leur qualité de parlementaires. Cette étape ouvrira la voie aux prochaines échéances institutionnelles, notamment l'installation de la nouvelle Assemblée populaire nationale, l'élection de son président ainsi que la mise en place de ses organes permanents.

A.N.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Une mobilisation générale sans relâche

Les unités de la Protection civile poursuivent une mobilisation intense pour venir à bout des incendies de forêts, de maquis, de broussailles et de cultures agricoles qui continuent de toucher plusieurs wilayas du pays, face à la persistance de la canicule. Si la majorité des sinistres ont pu être maîtrisés, plusieurs foyers demeureraient actifs, à l'heure où nous mettions sous presse, nécessitant le maintien d'importants moyens d'intervention.

PLUS DE 130 INCENDIES ENREGISTRÉS EN 24 HEURES

Selon le bilan communiqué hier par la Direction générale de la Protection civile, 133 incendies ont été enregistrés à l'échelle nationale au cours des dernières vingt-quatre heures. Les équipes d'intervention sont parvenues à éteindre 124 feux, tandis que les opérations se sont poursuivies pour maîtriser neuf incendies encore actifs dans les wilayas de Béjaïa, Bouira, Sétif, Saïda, Sidi Bel-Abbès, Mila et Tizi-Ouzou. À Mila, plusieurs incendies de forêt se sont déclarés dans les localités d'Oued El-Baâoud, Mechta El Badsî et Djebel El-Halfa. Les services de la Protection civile indiquent que les opérations étaient concentrées sur le traitement des foyers

résiduels et des reprises de feu afin d'éviter toute propagation. À Béjaïa, les secours sont restés mobilisés pour circonscrire un incendie de forêt dans la commune de Beni Maouche, où les opérations d'extinction se poursuivaient.

UN SITE HISTORIQUE MENACÉ À SÉTIF

La situation demeurait particulièrement préoccupante dans la wilaya de Sétif. Deux incendies de broussailles et de maquis se sont déclarés dans la commune de Beni Ourtilane, dont l'un, situé à proximité de la frontière avec la wilaya de Béjaïa, continuait de mobiliser les équipes d'intervention. Selon la Protection civile, l'un des foyers représente une menace pour un site historique de la région, ce qui renforce l'importance des efforts déployés pour contenir les flammes dans les plus brefs délais. Dans la wilaya de Saïda, un incendie de forêt était toujours en cours dans la commune de Moulay Larbi. Les secours ont fait face à une reprise de plusieurs foyers, compliquant les opérations d'extinction. En revanche, la situation est sous contrôle dans plusieurs autres wilayas. À Bouira, l'incendie de forêt survenu dans la daïra d'El-Hachimia a été entièrement maîtrisé, avec un taux de

contrôle de 100 %. Même constat à Sidi Bel-Abbès, où le feu déclaré dans la daïra de Merine a été circonscrit et totalement maîtrisé. Face à la persistance des fortes chaleurs et aux risques élevés de départ de feu, la Direction générale de la Protection civile maintient ses équipes en état d'alerte et appelle les citoyens à faire preuve de la plus grande vigilance afin de prévenir tout nouvel incendie susceptible de menacer les espaces forestiers, les terres agricoles et les habitations.

L'ANP MOBILISÉE AUX CÔTÉS DE LA PROTECTION CIVILE

Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) se sont mobilisées pour appuyer les opérations de lutte contre les incendies de forêt qui ont touché les wilayas de Mila, Béjaïa et Sétif, au niveau de la 5e Région militaire. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, les détachements de l'ANP poursuivent leurs interventions sur le terrain afin de soutenir les équipes de la Protection civile, les services des forêts et les citoyens affectés. Cette mobilisation a permis de limiter la propagation des flammes et de contribuer efficacement à la maîtrise des foyers d'incendie.

A.N.

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Bon à savoir pour alléger la facture d'énergie

Les vagues de chaleur qui se succèdent en Algérie accompagnées de taux d'humidité élevé entraînent inévitablement des pics dans la consommation nationale d'électricité.

Celui, enregistré lundi après-midi par le groupe Sonelgaz via sa filiale Sonelgaz-Transport de l'électricité et l'Opérateur du Système Électrique (OS), a atteint 21.378 MW à 15h30. C'est le deuxième du genre au cours de cet été, ce qui "reflète la hausse continue de la consommation d'électricité, notamment durant les périodes de forte chaleur et", explique un communiqué de Sonelgaz publié à cette occasion. Anticipant sur cette hausse de la consommation d'électricité, Sonelgaz-Distribution a lancé, il y a une semaine, la caravane nationale de rationalisation de la consommation d'énergie, dans le but de sensibiliser les différentes franges de la société à l'importance de préserver cette ressource vitale à travers l'adoption de mesures simples et pratiques. Le coup d'envoi de cette caravane, placée sous le slogan "Rationaliser notre énergie, garantir notre avenir", a été donné au siège de la Direction de distribution de Belouizdad (Alger). Il s'agit de la promotion des bonnes pratiques en matière d'efficacité énergétique, de la sensibilisation des citoyens aux enjeux de la maîtrise de l'énergie, et de l'incitation à



adopter des gestes simples contribuant à la préservation des ressources nationales. En fait, l'Algérie dispose d'une stratégie de maîtrise de l'énergie, à l'horizon 2035, avec plusieurs objectifs stratégiques, clairs et ambitieux, comme la réduction de la consommation énergétique d'au moins 15%. Le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Merouane Chabane, en a parlé lors de son passage, hier, dans l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne. « Le nouveau programme national de maîtrise de l'énergie, 2026-2035, aura pour objectifs de réduire d'au moins 15% la consommation énergétique à l'horizon 2035 ». Ce n'est pas tout : il s'agit aussi d'intégrer jusqu'à 15 gigawatts de capacité renouvelable et aussi de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 14%. Concernant la réduction de la consommation d'électricité, cela passe

l'amélioration des équipements, déjà présents sur le marché, ou qui sont au niveau des sites industriels, et les remplacer à terme par des équipements et des processus moins énergivores, a fait savoir Merouane Chabane. Le DG de l'APRUE a montré la voie à suivre en période caniculaire, grâce aux bons gestes à appliquer afin de rationaliser la consommation de l'électricité. Il a évoqué en premier les aspects liés à l'enveloppe du bâtiment et à l'application de la réglementation thermique. Il a également abordé les aspects liés à l'usage des équipements présents à l'intérieur de ce bâtiment, principalement le climatiseur. Il a expliqué que l'utilisation optimale du climatiseur permet d'alléger la pression sur le réseau électrique, mais aussi d'éviter d'avoir une lourde facture de consommation électrique. « Je règle la température de consigne à 25 degrés, c'est suffisant, car quand il y a un écart de plus de 5 degrés par rapport à l'extérieur j'aurais le même

confort que quand je le règle à 16 degrés. Sauf que je consomme 20-25% d'énergie en moins », a-t-il détaillé. Il avertit que « Durant l'été, le climatiseur va impacter la facture de 40% à 50%. C'est direct ». Merouane Chabane préconise également d'aérer la maison la nuit pour évacuer toute la chaleur emmagasinée tout au long de la journée. Durant la journée, il rappelle qu'au contraire, il faut fermer les stores ou les rideaux pour éviter que les rayons du soleil ne pénètrent, pour chauffer encore plus. « Ces gestes-là nous permettent de réduire la consommation du climatiseur et de garder le même confort tout en réduisant la facture », a-t-il indiqué tout en insistant sur le fait d'acheter le bon climatiseur. Quant aux énergies renouvelables, il a rappelé que dans le programme national d'énergie renouvelable, déjà mis en œuvre, 3200 mégawatts sont en cours de mise en service, dont 400 mégawatts sont déjà opérationnels. **M'hamed Rebah**

INSTALLÉ PAR MOHAMED ARKAB Abdelkader Cherfaoui à la tête d'ALNAFT

Depuis ce lundi, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a un nouveau président par intérim. Il s'agit de Abdelkader Cherfaoui qui remplace Samir Bekhti. Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a procédé, lundi à Alger, à l'installation de Abdelkader Cherfaoui, lors d'une cérémonie en présence du PDG du groupe Sonatrach, Nour-Eddine Daoudi, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que des cadres du ministère et des membres du comité de direction de l'Agence. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mohamed Arkab a inscrit cette installation dans la dynamique continue que connaît le secteur des hydrocarbures, en concrétisation de la vision stratégique du président Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité énergétique, à promouvoir l'investissement, à valoriser nos ressources naturelles et à consolider la place de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur de premier plan sur les marchés énergétiques régionaux et internationaux. Il a rappelé la place centrale qu'occupe ALNAFT au sein du dispositif institutionnel du secteur, et a relevé que les mutations accélérées que connaît le secteur mondial des hydrocarbures dictent "la nécessité de poursuivre la modernisation des outils de gestion, d'améliorer le climat de l'investissement et de renforcer l'attractivité de l'Algérie pour attirer des investissements de qualité, au service de l'économie nationale et d'une exploitation optimale de nos ressources naturelles". L'Agence est aujourd'hui appelée à poursuivre le renforcement de l'attractivité du domaine minier national et à intensifier les efforts de promotion de l'investissement dans les activités amont, à travers la modernisation des bases de données géologiques et géophysiques, l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans l'évaluation du potentiel pétrolier, tout en garantissant la transparence et la célérité dans le traitement des dossiers et la conclusion des contrats, a-t-il ajouté. De son côté, Abdelkader Cherfaoui s'est dit "profondément conscient de l'ampleur de la responsabilité" qui lui incombe, soulignant que les mutations accélérées que connaît le secteur des hydrocarbures ainsi que les défis croissants sur les plans régional et international, exigent de "redoubler d'efforts et de faire montre d'esprit d'initiative". On sait qu'ALNAFT est fortement impliquée dans le processus déclenché par le lancement de l'appel à concurrence "Algeria Bid Round 2026" dont la phase technique a débuté le 1er juin, avec la mise à disposition des documents d'appel d'offres et l'organisation de présentations en ligne, suivies de sessions de questions-réponses et de clarifications, qui se poursuivront jusqu'au 31 octobre 2026. L'ALNAFT a fixé la date du 26 novembre 2026 comme dernier délai pour le dépôt des offres, et pour l'annonce des résultats, en prélude à la signature des contrats d'hydrocarbures avec Sonatrach le 31 janvier 2027. Pour rappel, les zones proposées sont: El Borma II (Ouargla), El-M'Zaid Nord (Ouargla), Illizi centre I, Est Bordj Omar Driss I (Illizi), El-Hadjira III (Touggourt), Touggourt Sud et El-Benoud Est (El-Bayadh). Ces périmètres comprennent nombre de découvertes pétrolières et gazières, ainsi que des gisements et des cibles d'exploration prometteurs, avec des réserves et des ressources prévisionnelles variables. Dans ce sens, la mission d'ALNAFT est de libérer pleinement le potentiel énergétique de l'Algérie et de créer des conditions propices à l'investissement, à l'innovation et à la performance, au bénéfice du pays et de ses partenaires. L'action d'ALNAFT est destinée à contribuer à renforcer l'attractivité et la compétitivité du secteur énergétique algérien à l'échelle régionale et internationale, et, ainsi, maximiser durablement la valorisation du domaine minier.

M. R.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La valorisation des saumures et des grands projets miniers au menu

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs à l'environnement, à l'économie circulaire et au suivi des grands projets structurants. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a entendu lors de cette réunion une présentation portant sur le projet de valorisation des saumures issues des stations de dessalement de l'eau de mer. Inscrit dans le cadre des orientations du président de la République en faveur de la promotion de l'économie circulaire, ce projet vise à réduire l'impact environnemental des rejets de saumure tout en valorisant cette ressource par la production de sels destinés à différents usages industriels. Le communiqué précise que les travaux menés en coordination avec les secteurs et organismes concernés ont permis d'identifier une filière technologique de valorisation et de réaliser

une station pilote au niveau de la station de dessalement de Corso. Par ailleurs, le gouvernement a également examiné l'état d'avancement de plusieurs projets miniers stratégiques. Il s'agit du projet de développement du gisement de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, du projet intégré de phosphate de Tébessa, ainsi que du projet de développement de la mine de zinc et de plomb

de Tala Hamza-Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa. À cette occasion, un point a été présenté sur les principales étapes franchies dans la réalisation de ces projets, notamment en ce qui concerne la réalisation des infrastructures et des équipements industriels, ainsi que les mesures prises pour assurer l'approvisionnement des différents sites en eau et en énergie. **A.N.**

NOUVEAUX BACHELIERS

L'opération préinscriptions et orientation dès aujourd'hui

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, que les préinscriptions et l'orientation des nouveaux bacheliers se dérouleront à compter d'aujourd'hui et ce jusqu'à dimanche prochain. Dans un communiqué, le ministère a précisé que ces préinscriptions se feront exclusivement en ligne, via le lien du site : <https://orientation-esi.dz>, ou en scannant le code QR disponible sur le site. Le ministère a invité ainsi l'ensemble des candidats concernés à respecter ce calendrier et à effectuer leurs démarches dans les délais impartis.

L. Zeggane

ALLOCATION TOURISTIQUE DE 750 EUROS

La Banque d'Algérie encadre strictement l'usage de la carte de paiement internationale

La Banque d'Algérie a publié de nouvelles procédures encadrant l'attribution de l'allocation touristique de 750 euros destinée aux voyages à l'étranger via carte de paiement internationale.

Selon un communiqué de la Banque nationale mère, cette carte également appelée carte internationale dédiée au droit de change est désormais soumise à un cadre précis. Elle est émise exclusivement par la banque intermédiaire agréée, au nom de son titulaire, et ne peut en aucun cas être prêtée, cédée ou mise à la disposition d'un tiers : seul le titulaire légal est habilité à l'utiliser. La BA, a précisé par ailleurs, que « la demande doit être formulée suffisamment à l'avance par rapport à la date de départ prévue ». La durée de validité minimale de la carte, fixée par l'instruction, est de trois ans, ce qui offre une certaine souplesse aux voyageurs réguliers tout en maintenant un contrôle strict sur l'identité du bénéficiaire.

UN DROIT DE CHANGE RÉSERVÉ EXCLUSIVEMENT AUX DÉPENSES À L'ÉTRANGER

Sur ce point, l'instruction ne laisse place à aucune ambiguïté : les devises accordées au titre du voyage ne peuvent financer que des opérations réalisées hors du territoire algérien, et uniquement pour le motif ayant justifié leur attribution. Toute utilisation détournée, en particulier sur le sol national, constitue une infraction directe à la réglemen-



tation des changes. Cette disposition s'inscrit dans le renforcement progressif du contrôle exercé par la Banque d'Algérie. En juin dernier déjà, cinq réformes majeures validées par l'autorité monétaire avaient élargi la gamme de cartes internationales proposées aux particuliers et aux professionnels. L'instruction n° 07 vient compléter ce dispositif en précisant les obligations comportementales des titulaires.

Il convient également de rappeler que « la réglementation douanière relative aux devises et objets de valeur impose aux voyageurs algériens de déclarer tout montant en monnaie étrangère dépassant 1 000 euros ». La carte internationale ne dispensant en rien de cette obligation.

VOYAGE ANNULÉ OU SÉJOUR ÉCOURTÉ : LE REMBOURSEMENT INTÉGRAL DEVIENT OBLIGATOIRE

En cas d'annulation du voyage, le bénéficiaire est tenu de restituer à sa banque la totalité du montant en devises

qui lui a été accordé. La même obligation s'applique si la durée effective du séjour à l'étranger est inférieure à sept jours.

Ce remboursement doit être effectué auprès de la banque intermédiaire domiciliataire du compte du titulaire, sans aucune tolérance pour les séjours écourtés. Cette instruction s'inscrit dans une série de décisions cohérentes prises par la Banque d'Algérie pour reprendre le contrôle des flux de devises. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait lui-même tranché en faveur du paiement obligatoire de l'allocation touristique par carte bancaire, afin de mettre fin aux détournements opérés par des intermédiaires.

L'objectif final de cette démarche est de sécuriser chaque maillon de la chaîne de l'allocation touristique à la carte de paiement internationale pour rendre chaque transaction traçable, chaque dépense justifiable et chaque bénéficiaire identifiable.

L. Zeggane

ÉDUCATION NATIONALE

Le ministère renforce la protection sociale de ses employés

Le ministère de l'Éducation nationale a signé deux conventions de coopération avec le secteur des assurances, ouvrant la voie à une série d'avantages destinés aux personnels en activité et aux retraités de l'Éducation. Ces accords visent également à renforcer l'éducation financière et à développer des partenariats durables entre l'école et les acteurs économiques nationaux.

DES OFFRES PRÉFÉRENTIELLES POUR LES EMPLOYÉS ET LES RETRAITÉS

Le ministère de l'Éducation nationale, représenté sur instruction du ministre Mohamed Seghir Saâdaoui, a supervisé la cérémonie de signature d'une convention-cadre de coopération avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), ainsi qu'une convention relative à la mise en place de services d'assurance au profit des personnels et des

retraités du secteur. Selon le communiqué du ministère, ces accords s'inscrivent dans la politique visant à élargir les partenariats avec les entreprises nationales, à renforcer la contribution des acteurs économiques au développement du système éducatif et à améliorer les prestations sociales destinées aux employés et aux retraités. Dans ce cadre, des conventions ont été conclues avec la Société nationale d'assurance (SAA), la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) et la Compagnie algérienne des assurances (CAAT). Elles prévoient des offres préférentielles couvrant notamment l'assurance automobile, l'assistance routière, l'assurance multirisque habitation ainsi que la couverture contre les catastrophes naturelles. Les bénéficiaires profiteront notamment d'une réduction de 75 % sur les garanties optionnelles de l'assurance automobile. Les conjoints et les enfants pourront également bénéficier

d'une remise de 60 % pour l'assurance d'un véhicule par bénéficiaire, tandis qu'une réduction de 50 % sera accordée sur les contrats d'assurance multirisque habitation.

Les conventions prévoient également une amélioration de la qualité des prestations, avec l'accélération des procédures d'expertise et d'indemnisation, la possibilité d'accorder des avances sur les indemnisations dans les cas prévus, ainsi que des services d'assistance routière et de conseil en prévention des risques. Les compagnies d'assurance se sont en outre engagées à soutenir et à parer les activités pédagogiques initiées par les établissements scolaires.

PROMOUVOIR LA CULTURE FINANCIÈRE EN MILIEU SCOLAIRE

Parallèlement, le MEN et l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance ont signé une convention-cadre destinée à instaurer une coopération perma-

nente dans les domaines de l'éducation et de la culture financière. Cette convention prévoit l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et d'initiatives conjointes au profit des élèves et des personnels du secteur. Elle vise à promouvoir la culture financière, à renforcer la sensibilisation économique et à organiser des campagnes d'information, des ateliers de formation, des colloques et des séminaires, ainsi qu'à élaborer des supports pédagogiques adaptés. Le ministère souligne que cette coopération reposera sur le strict respect du principe de neutralité, excluant toute exploitation des établissements scolaires à des fins commerciales ou publicitaires. Les sociétés d'assurance apporteront également leur soutien aux manifestations éducatives, pédagogiques, culturelles, scientifiques et sportives organisées ou agréées par le ministère de l'Éducation nationale.

A. N.

PRÉVENTION ET FORMATION MÉDICALE

L'Algérie et la Suède renforcent leur coopération

L'Algérie et la Suède entendent donner un nouvel élan à leur coopération dans le domaine de la santé. Plusieurs axes prioritaires, dont la sécurité routière, la prévention du cancer du sein, les maladies rares ainsi que la formation et le transfert d'expertise, ont été au centre des discussions entre le ministre de la Santé, le Pr Mohamed-Seddik Ait Messaoudène, et l'ambassadrice du Royaume de Suède en Algérie, Anna Block Mazoyer. Reçue lundi soir au siège du ministère de la Santé, en présence de cadres de l'administration centrale, la diplomate suédoise a échangé avec le ministre sur les perspectives de renforcement du partenariat entre les deux pays dans plusieurs domaines jugés prioritaires pour les systèmes de santé algérien et suédois. Au début de la rencontre, les deux parties ont salué la solidité des relations historiques entre l'Algérie et la Suède et réaffirmé leur volonté commune d'intensifier la coopération bilatérale à travers des projets concrets favorisant le partage d'expériences et le développement des compétences.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE, CANCER DU SEIN ET MALADIES RARES AU CŒUR DES ÉCHANGES

Les discussions ont notamment porté sur la sécurité routière, l'Algérie souhaitant s'inspirer de l'expérience suédoise, reconnue au niveau international, en matière de prévention des accidents de la circulation et de réduction de leurs conséquences sanitaires, sociales et économiques. La prévention du cancer du sein a également occupé une place importante dans les échanges. Les deux responsables ont évoqué les moyens de renforcer les campagnes de sensibilisation, notamment à l'occasion d'Octobre Rose, ainsi que l'intérêt de valoriser l'expérience suédoise à travers les témoignages de femmes ayant vaincu la maladie, afin d'encourager le dépistage précoce. À cette occasion, le ministre de la Santé a présenté les efforts engagés par l'Algérie pour développer la santé de proximité. Il a rappelé les actions menées pour intensifier les campagnes de sensibilisation et élargir les programmes de dépistage précoce du cancer du sein, notamment grâce au renforcement des établissements de santé de proximité en équipements de mammographie, afin de rapprocher les services de dépistage des citoyennes et d'améliorer les chances d'un diagnostic précoce. Les deux parties ont également examiné les possibilités de coopération dans le domaine des maladies rares, en mettant l'accent sur le diagnostic précoce, la prise en charge des patients, le développement des parcours thérapeutiques et la formation spécialisée.

MISER SUR LA FORMATION ET LE TRANSFERT D'EXPERTISE

Le Pr Ait Messaoudène a, par ailleurs, souligné l'importance de développer la coopération dans les domaines de la formation et du transfert de compétences. Il a plaidé pour la mise en place de programmes de jumelage entre les facultés de médecine, les centres hospitalo-universitaires et les établissements hospitaliers des deux pays, dans le but de renforcer les compétences du personnel médical et paramédical et d'améliorer la qualité des prestations de santé. De son côté, l'ambassadrice de Suède a réaffirmé la disponibilité de son pays à poursuivre et à approfondir la coopération bilatérale dans les secteurs de la santé présentant un intérêt commun, afin de traduire la volonté politique des deux États en projets concrets au bénéfice des systèmes de santé algérien et suédois. Au terme de cette rencontre, les deux parties ont renouvelé leur engagement à consolider leur partenariat et à élargir les domaines de coopération, dans une perspective d'amélioration continue de la qualité des soins et de renforcement de la prévention au service des populations.

Ania N.

LES INITIATIVES INTERNATIONALES SE MULTIPLIENT EN SA FAVEUR

« Tous pour sauver le détenu sahraoui Naâma Asfari »

Les appels à une intervention internationale urgente se multiplient en faveur du prisonnier politique sahraoui Naâma Asfari, dont l'état de santé suscite une vive inquiétude après 36 jours de grève de la faim dans une prison de l'occupation marocaine.

PH : DR



Plusieurs organisations sahraouies, latino-américaines et internationales, ainsi que des responsables institutionnels, ont lancé une série de communiqués exigeant sa libération immédiate et dénonçant les conditions de détention des prisonniers politiques sahraouis, en particulier ceux du groupe de Gdeïm Izik.

La Ligue de protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines a annoncé son soutien total aux mouvements de solidarité engagés par les détenus sahraouis. Elle a indiqué que plusieurs prisonniers du groupe de Gdeïm Izik observeront des grèves de solidarité les 14 et 15 juillet afin de soutenir Naâma Asfari, affirmant que cette mobilisation constitue une réponse aux conditions de détention qu'ils jugent contraires aux droits fondamentaux. L'organisation a également fait savoir que le détenu politique Dadda Khatri Firaji a entamé une grève d'avertissement de 48 heures,

tandis que Mohamed Lamine Haddi a commencé une grève de la faim illimitée. La Ligue a tenu les autorités marocaines pour responsables de toute détérioration de l'état de santé des détenus et a appelé les organisations internationales de défense des droits humains à intervenir d'urgence. De leur côté, les autorités de la wilaya de Dakhla ont exprimé leur profonde préoccupation face à la dégradation de l'état de santé de Naâma Asfari et des autres prisonniers du groupe de Gdeïm Izik. Elles ont estimé que cette grève de la faim constitue un appel adressé à la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités en matière de protection des droits de l'Homme et de respect du droit international. Dans un autre registre, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de la Saguia el Hamra et Oued Eddahab (UGT-SARIO), Nafâa Ahmed Moha-

med, a profité d'une tournée en Amérique centrale, entamée au Costa Rica, pour sensibiliser les organisations syndicales à la situation des prisonniers politiques sahraouis. Lors de plusieurs rencontres avec des responsables syndicaux costariens, il a mis en avant la dégradation de l'état de santé de Naâma Asfari ainsi que les violations dont seraient victimes les travailleurs et militants sahraouis dans les territoires occupés. Les initiatives de solidarité dépassent désormais le cadre régional.

La Plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui en Amérique latine et aux Caraïbes a publié un communiqué réclamant la libération immédiate et inconditionnelle de Naâma Asfari et de ses compagnons. La plateforme estime que leur détention constitue une violation grave des droits humains et rappelle que plusieurs mécanismes des Nations unies ont

dénoncé le recours à des aveux obtenus sous la torture. Dans le même esprit, le Réseau latino-américain et caribéen de solidarité avec le peuple sahraoui (PLACSO) a diffusé un appel urgent, soutenu par de nombreuses organisations de défense des droits humains, universitaires, juristes, parlementaires, journalistes et personnalités politiques d'Amérique latine. Le réseau affirme que Naâma Asfari se trouve dans un état critique et demande une intervention immédiate des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge, de l'Union africaine, de l'Union européenne et des organisations internationales compétentes. Le PLACSO réclame notamment la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis, l'accès à des soins médicaux indépendants, l'autorisation des visites familiales et des avocats, ainsi que le respect des décisions et recommandations émises par les mécanismes des Nations unies concernant leur détention.

Ces multiples prises de position traduisent une mobilisation internationale croissante autour de la situation des prisonniers politiques sahraouis. Les organisations signataires appellent la communauté internationale à agir rapidement afin d'éviter une aggravation de la situation humanitaire et à garantir le respect des droits fondamentaux des détenus conformément aux normes internationales.

M. Seghilani

POURSUITE DES ATTAQUES DES COLONS ET DES RAIDS DE L'OCCUPATION SIONISTE

La Cisjordanie sous l'étau sioniste

Les attaques menées par les milices de colons contre les Palestiniens se sont intensifiées au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs villes, villages et localités de la Cisjordanie occupée. Ces agressions, marquées par des actes de vandalisme, des vols, des destructions de terres agricoles et des incursions dans des zones résidentielles, se sont déroulées parallèlement à une vaste campagne de raids menée par les forces de l'occupant sioniste. Selon des sources palestiniennes, les colons ont multiplié les provocations en lâchant leurs troupeaux sur des terres cultivées appartenant à des Palestiniens, en s'emparant de récoltes agricoles, en détruisant des serres et en prenant d'assaut plusieurs regroupements bédouins récemment installés. Dans la région d'El-Khalil, des colons ont harcelé les habitants de la zone de Hamroush, à l'est de Saïr, avant de laisser paître leurs troupeaux sur des terres palestiniennes dans la localité d'Al-Kharaba, à l'est d'As-Samu'. Ils ont également dérobé des réservoirs d'eau installés dans des bâtiments agricoles de la région d'Al-Latoun, près de Khallat Al-Hamas, au sud de Yatta. Dans le gouvernorat de Tubas, des colons ont conduit leurs troupeaux de bovins sur les terres de Khirbet Yarza, à l'est du village de Tayasir, tout en effectuant des rondes de provocation. À Salfit, plusieurs dizaines de colons ont envahi la localité de Kifl Haris. Au cours de cette intrusion, ils ont vandalisé des biens appartenant aux habitants, brisé des véhicules et tenté d'attaquer des habitations. Les jeunes Palestiniens ont riposté en lançant des pierres, blessant deux colons. Près d'une centaine de colons affi-

liés au groupe "Eliezer Berland" ont participé à cette incursion menée à l'aube de mardi. Dans la région de Naplouse, les colons se sont emparés de la récolte de blé de la plaine de Beit Furik, l'ont moissonnée puis transformée en ballots de paille. Ils ont également détruit plusieurs serres agricoles dans la même zone. D'autres groupes ont laissé paître leurs moutons sur les terres palestiniennes à la périphérie du village de Jurish, attaqué un hangar agricole dans la région de Qamas, aux abords de Beita, et pris le contrôle d'un terrain comprenant une maison et un restaurant dans la localité de Beit Imerin, pourtant située en zone "A", sous administration palestinienne. Au nord de Ramallah, des colons ont introduit leurs troupeaux dans les terres agricoles du village d'Umm Safa afin d'endommager les oliveraies et les cultures. Ils ont également agressé physiquement un habitant du village de Jaljilia, avant de pénétrer aux abords des habitations de Ramon et de tenter de voler du bétail appartenant à des agriculteurs dans le village de Burqa. À Ariha, des colons ont envahi le regroupement bédouin de Halq Al-Rummana, à l'ouest de la ville, après avoir installé, deux jours auparavant, un nouvel avant-poste de colonisation dans la région. À Burin, au sud de Naplouse, des colons ont saccagé les serres appartenant à la coopérative agricole "Ard wa Zaraq", dirigée par Ghassan Zaidan Najjar, en les déchirant et les détruisant. Parallèlement aux violences des colons, les forces de l'occupant sioniste ont lancé une vaste campagne de perquisitions et de raids dans plusieurs villes, camps de réfugiés et villages de la Cisjordanie occupée. À

El-Khalil, les soldats ont investi le quartier de Chaaba ainsi que le camp d'Al-Arroub. À El-Qods occupée, ils ont tiré des grenades lacrymogènes près du camp de Qalandia. À Naplouse, les forces de l'occupation ont pris d'assaut les abords du village de Madama et empêché les équipes médicales d'atteindre un malade à Beit Furik en raison de la fermeture d'un poste de contrôle. Elles ont également pénétré dans la ville par l'axe d'Alon Moreh et perquisitionné un immeuble résidentiel dans le quartier d'Al-Mâajine. Des incursions similaires ont été signalées à Taqou', dans le gouvernorat de Bethléem, ainsi qu'à Al-Moughayir et Anza, dans la région de Jénine. À Deir Abou Daïf, à l'est de Jénine, les forces de l'occupation ont arrêté cinq Palestiniens lors d'une opération de perquisition. À Qalqilya, les soldats ont investi plusieurs quartiers, mené des fouilles dans des habitations et procédé à une campagne d'arrestations visant notamment d'anciens prisonniers libérés, dont Abou Anas Mosleh Nazzal. Des descentes ont également été effectuées dans le village de Jit. D'autres opérations de perquisition ont été recensées à Salfit, dans le quartier d'Oum Al-Charayet à El-Bireh, ainsi que dans le camp d'Aïn Al-Sultan, au nord d'Ariha. Face à cette escalade, des organisations palestiniennes ont lancé de nouveaux appels à renforcer la résistance populaire et à faire face aux attaques des colons et des forces de l'occupation en Cisjordanie occupée, dénonçant une intensification coordonnée des violences contre les populations civiles, leurs terres et leurs moyens de subsistance.

M. S.

APRÈS LA GUERRE CONTRE L'IRAN

Washington face à une menace de pénurie en munitions

Les États-Unis risquent de faire face à une pénurie de munitions stratégiques après avoir largement puisé dans leurs stocks lors de leur participation à l'agression menée aux côtés de l'entité sioniste contre l'Iran, a averti un expert américain en défense. Selon Mark Cancian, ancien officier du Corps des Marines américain et aujourd'hui analyste au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), Washington a déjà consommé entre un tiers et la moitié de ses principaux stocks de munitions au cours de cette guerre. « Les États-Unis ont utilisé entre un tiers et la moitié de leurs stocks de munitions essentielles », a déclaré le colonel à la retraite, soulignant que cette consommation sans précédent pourrait fragiliser les capacités militaires américaines à court terme. D'après des analyses et des informations rapportées par la chaîne américaine CNN, l'armée américaine a tiré des milliers de missiles afin de mener des frappes de précision à longue portée et de contrer les attaques au cours de la première phase du conflit avec l'Iran. L'expert a également mis en garde contre les conséquences de cette forte consommation sur les systèmes de défense antimissile Patriot. Selon lui, le niveau actuel de la demande laisse présager de longs délais pour les nouvelles commandes. Mark Cancian a précisé que les États-Unis avaient utilisé plus de 1 000 missiles Patriot durant cette guerre, tandis que leurs alliés dans les pays du Golfe ont également largement puisé dans leurs propres stocks, accentuant ainsi les tensions sur les chaînes d'approvisionnement en armements.

M. S.

GHAZA

Le bilan de l'agression sioniste s'alourdit

Par ailleurs, les autorités sanitaires palestiniennes ont annoncé, mardi, que le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 s'est élevé à 73 233 martyrs et 173 707 blessés. Au cours des dernières 24 heures, les hôpitaux de l'enclave ont enregistré deux martyrs et 21 blessés. Les autorités ont indiqué que depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, le nombre de victimes s'élève à 1 110 martyrs et 3 599 blessés, tandis que 800 dépouilles ont été extraites des décombres. Les mêmes sources ont souligné que de nombreuses victimes demeurent ensevelies sous les ruines ou gisent dans les rues, les équipes de secours et les ambulances étant toujours dans l'incapacité d'accéder à plusieurs zones en raison de la poursuite des attaques et des destructions.

M. S.

ORAN. UNIVERSITÉ "MOHAMED BOUDIAF"

25 étudiants étrangers diplômés

Vingt-cinq (25) étudiants étrangers originaires de dix pays africains et arabes ont été diplômés, lundi, de l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO-MB), au titre de l'année universitaire 2025-2026.

Ces étudiants sont originaires de Palestine, de Mauritanie, de Syrie, de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), du Mozambique, du Mali, de l'Ouganda, du Zimbabwe, du Lesotho et du Nigeria.

Parmi eux, 19 ont obtenu un diplôme de licence et 6 un diplôme de master dans plusieurs spécialités, notamment l'informatique, le génie civil, les sciences de la nature et de la vie, ainsi que le génie électrique, entre autres domaines. À cette occasion, le recteur de l'USTO-MB, Pr Ahmed Hamou, a souligné que l'établissement est "fier d'accompagner les étudiants étrangers tout au long de leur parcours de formation", soulignant que l'université s'attache à leur assurer "les meilleures conditions d'études, d'hébergement et de services universitaires afin de favoriser leur réussite académique". Il a également rappelé que l'USTO-MB bénéficie, depuis trois ans, du label "Study in Algeria", attribué aux établissements universitaires distingués pour la qualité de



l'accueil et de l'accompagnement des étudiants étrangers. Le recteur a, par ailleurs, réitéré l'engagement de l'université à renforcer l'intégration des étudiants étrangers aux côtés de leurs camarades algériens, une démarche qui contribue à encourager les échanges culturels et à enrichir l'expérience universitaire de l'ensemble des étudiants. Il a invité les nouveaux diplômés à préserver leurs liens avec l'USTO-MB après leur retour dans leurs pays respectifs, afin qu'ils puissent devenir des ambassadeurs de l'université et de l'Algérie à l'étranger. De son côté, le vice-recteur chargé des relations extérieures et des activités scientifiques, Pr Redouane Tlemçani, a indiqué que la céré-

monie de remise des diplômes constitue une occasion de rendre hommage aux étudiants en question et de mettre en valeur les liens établis durant leurs années de formation. Il les a également encouragés à poursuivre leur parcours académique et professionnel après leur retour dans leurs pays. A cette occasion, plusieurs étudiants concernés ont exprimé leur satisfaction quant aux conditions d'études et d'hébergement offertes par l'USTO-MB, saluant la qualité de la formation scientifique dispensée, ainsi que la disponibilité d'infrastructures pédagogiques et de laboratoires modernes adaptés aux évolutions scientifiques et technologiques dans différentes spécialités.

TISSEMSILT. PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Plus de 6 millions DA consacrés à l'acquisition d'équipements et matériels

Une enveloppe financière de l'ordre de 6,5 millions de dinars a été consacrée à l'acquisition d'équipements et de matériels destinés aux personnes aux besoins spécifiques dans la wilaya de Tissemsilt au titre de la période 2025-2026, a indiqué, lundi, le représentant de la Direction de l'administration locale de la wilaya, Ayoub Nachit. S'exprimant lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le responsable a précisé que cette enveloppe, inscrite au budget d'équipement de la wilaya, permettra l'acquisition d'équipements et de matériels

au profit de plus de 100 personnes à besoins spécifiques, dans le cadre de l'amélioration de leur prise en charge et du renforcement de leur inclusion.

Il a ajouté que la wilaya compte 8.754 titulaires de la carte d'invalidité. Le même responsable a également annoncé l'affectation d'une enveloppe de plus de 20 millions de dinars pour l'acquisition d'équipements médicaux et de mobilier de bureau au profit des établissements relevant de la Direction de l'action sociale. Cette opération vise à améliorer les conditions de prise en charge des bénéficiaires des services de ces

structures, notamment les personnes aux besoins spécifiques. Dans le même contexte, il a indiqué qu'une enveloppe de 50 millions de dinars, inscrite au chapitre des dépenses d'équipement du budget de la wilaya, a été allouée à l'acquisition d'équipements médicaux indispensables destinés à plusieurs établissements de santé répartis à travers les différentes communes de la wilaya. Cette dotation contribuera à améliorer la prise en charge des patients et à rehausser la qualité des prestations de santé qui leur sont offertes. Les travaux de cette session, présidée par le président de l'Assemblée

populaire de wilaya, Khaled Boucif, en présence du secrétaire général de la wilaya, Abdelhamid Hebbaz, représentant le wali de Tissemsilt, ainsi que des membres de l'exécutif de wilaya, ont été marqués par l'adoption du budget supplémentaire de la wilaya pour l'exercice 2026, couvrant les dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement. La session a également été marquée par une cérémonie de distinction en l'honneur de plusieurs anciens présidents de l'Assemblée populaire de wilaya, ainsi que d'anciens présidents d'Assemblées populaires communales.

TIARET. DSA

De nouvelles mesures pour accélérer la campagne de moisson-battage

Une série de mesures supplémentaires a été mise en œuvre dans la wilaya de Tiaret afin d'accélérer la campagne de moisson-battage, à travers notamment le renforcement du parc de moissonneuses-batteuses et l'allègement des procédures de réception des récoltes céréalières au niveau des points de collecte, a indiqué, lundi, le directeur des services agricoles (DSA), Boualem Mekhaneg. Le même responsable a précisé que 20 moissonneuses-batteuses ont été mises à la disposition des trois Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya par la société de mécanisation agricole Agrodriever au cours de la semaine écoulée. Ce lot comprend des machines neuves ainsi que des engins précédemment immobilisés, remis en service après réparation, portant ainsi le nombre total de moissonneuses-batteuses mobilisées à 64 unités. M. Mekhaneg a ajouté que ce dispositif a été renforcé par la mobilisation de 450 autres moissonneuses-bat-

teuses appartenant à des opérateurs privés de la wilaya de Tiaret et d'autres wilayas, notamment Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbes et M'Sila, afin de soutenir le bon déroulement de la campagne. Ces mesures ont permis d'accélérer le rythme des récoltes, notamment de l'orge, une culture particulièrement exposée aux effets des fortes chaleurs et des vents. Le taux d'avancement de la campagne a ainsi atteint 37,5% dimanche, contre 20% seulement dix jours auparavant. Les quantités de céréales collectées s'élevaient, à la même date, à 944.000 quintaux, constituées en majorité d'orge, réceptionnés à travers 61 points de collecte répartis sur l'ensemble de la wilaya.

La capacité totale de stockage de ces infrastructures est estimée à 3,2 millions de quintaux.

Le responsable a, en outre, souligné que les capacités de stockage peuvent être renforcées grâce au recours à des infrastructures appartenant à des opéra-

teurs privés, offrant une capacité supplémentaire de 887.000 quintaux. Cette mesure permet d'assurer la réception des récoltes dans de bonnes conditions, sans engorgement ni longues files d'attente dans la plupart des communes. Par ailleurs, des dispositions spécifiques ont été prises au profit des agriculteurs ne disposant ni de titres de propriété ni de documents attestant de l'exploitation de leurs terres.

Ceux-ci pourront désormais ouvrir un compte auprès de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) sur présentation d'une attestation de semis délivrée par la Direction des services agricoles. Le directeur des services agricoles a également fait savoir que des mesures ont été arrêtées en vue du rééchelonnement des dettes contractées par certains agriculteurs au cours des dernières années, afin de les accompagner et de les encourager à poursuivre leurs activités dans de meilleures conditions.

TINDOUF. POUR RATIONALISER LA CONSOMMATION DE L'ÉLECTRICITÉ DURANT L'ÉTÉ Lancement d'une campagne de sensibilisation

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz à Tindouf a lancé, lundi, une vaste campagne de sensibilisation visant à encourager les citoyens à rationaliser leur consommation d'énergie électrique et à préserver la stabilité de l'approvisionnement en électricité, dans un contexte marqué par la hausse des températures estivales et l'augmentation de la demande en énergie. Le chargé de la communication de la Direction de distribution, Mehdi Hamadina, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette campagne a pour objectif de promouvoir une culture de consommation rationnelle de l'électricité à travers l'adoption de gestes simples au quotidien. Il s'agit notamment de n'utiliser les appareils électriques qu'en cas de besoin, d'éteindre les lampes et les équipements inutilisés et de privilégier la lumière naturelle pendant la journée. Il a souligné que l'utilisation raisonnée des climatiseurs constitue l'un des principaux leviers pour maîtriser la consommation d'énergie. À ce titre, il a invité les citoyens à ne pas faire fonctionner qu'en cas de nécessité, à régler leur température entre 25 et 26 C et à veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées afin de conserver la fraîcheur et de limiter la consommation d'électricité. Le responsable a également exhorté les citoyens à acquérir des appareils électroménagers à haute efficacité énergétique et à remplacer les équipements anciens par des modèles plus récents et moins énergivores. Une telle démarche contribue à réduire la consommation d'électricité et à préserver la stabilité du réseau électrique, notamment durant les périodes de forte demande.

BOUIRA. RÉSEAU ÉLECTRIQUE Raccordement de la zone industrielle d'Oued El Bardi

La zone industrielle d'Oued El Bardi, à 7 kilomètres au sud du chef-lieu de la wilaya de Bouira, a été raccordée au réseau électrique, après la mise en service d'un poste électrique principal de 220/60/30 kV d'une capacité de 3x40 MVA, selon la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Dotée de 16 départs électriques de 30 kV, cette infrastructure permettra d'accompagner le développement industriel de la région, où d'importants projets ont été lancés et où des dizaines d'autres sont déjà opérationnels, a indiqué à l'APS le directeur de distribution de l'électricité et du gaz, Kadri Abdelouahab. M. Kadri a également fait savoir qu'un poste électrique de 40 MVA équipé de quatre départs électriques de 30 kV avait été installé il y a environ trois jours, de manière anticipative, afin de renforcer ce poste électrique principal de 220/60/30 kV d'une capacité de 3x40 MVA, qui alimente cette zone industrielle. Réalisée pour plus de 274 millions de dinars, l'opération de raccordement de la zone industrielle d'Oued El Bardi, vise à accompagner le secteur de l'industrie dans la réalisation des différents projets lancés à Bouira, dont notamment de grandes unités pharmaceutiques, comme "Mag Pharm", "Biopharm", déjà opérationnelles depuis plus de deux ans.

CONSTANTINE. AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE DES CITOYENS

Lancement de la réhabilitation de plus de 150 immeubles

Une vaste opération de réhabilitation de plus de 150 immeubles répartis à travers plusieurs quartiers de la wilaya de Constantine vient d'être lancée, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à préserver le patrimoine bâti, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

La première phase de cette opération a concerné entre autres, 62 immeubles situés à l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli (les quatre chemins), a précisé la cellule de communication de la wilaya. Les travaux consistent notamment en la réfection des façades extérieures, la reprise des travaux de peinture et le traitement des dégradations causées par le temps et les intempéries, afin d'améliorer l'aspect esthétique des bâtiments, a souligné la même source. Parallèlement, les travaux de réhabilitation ont été également engagés à la cité 1600 logements dans la commune d'El Khroub qui a bénéficié d'importantes interventions portant sur la remise en état



des façades, des cages d'escaliers et des toitures, ainsi que sur diverses opérations de maintenance destinées à améliorer les conditions d'habitation et à garantir la pérennité des constructions, a ajouté la même source. Selon les services de la wilaya, cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme global de lutte contre la dégradation du tissu urbain et vise à revaloriser les ensembles résidentiels, à ren-

forcer l'attractivité des quartiers et à offrir aux citoyens un cadre de vie plus propre, et plus agréable.

PLUS DE 1600 JEUNES CONCERNÉS PAR LA SECONDE PHASE PROGRAMME NATIONAL DE FORMATION "SANAA"

Dans un autre registre, 1647 jeunes, âgés entre 15 et 27 ans, sont concernés dans la wilaya de Constantine, par la seconde

phase du programme national de formation "Sanaa", qui a été lancée le début de cette semaine, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), Abdelkrim Driss. Les bénéficiaires de cette nouvelle phase sont répartis sur 14 centres et instituts nationaux de formation relevant de diverses communes de la wilaya, a précisé à l'APS le même responsable, notant que 85% des cours programmés concernent la formation pratique liée à cinq (5) spécialités : peinture, électricité du bâtiment, Placoplatre (BA13), plomberie et Froid. Des équipes de formateurs qualifiés, des équipements pédagogiques et des moyens de protection nécessaires, ont été mobilisés pour garantir le succès de cette opération lancée le 12 juillet et qui se poursuivra jusqu'au 30 du même mois, a souligné la même source. Cette initiative, a affirmé le représentant local de ce secteur, s'inscrit dans le cadre des directives prises par le ministère de tutelle visant à renforcer la formation artisanale et professionnelle et à doter les bénéficiaires de compétences professionnelles adaptées aux besoins du marché du travail. Il est à rappeler que 1630 jeunes ont bénéficié des avantages de la première étape de ce programme de formation, ayant été organisée entre le 15 juin et 5 juillet précédents.

BOUMERDÈS. UNIVERSITÉ M'HAMED BOUGARA

Signature de près de 140 conventions de partenariat depuis 2024

L'Université M'hamed Bougara de Boumerdes a conclu près de 140 conventions de partenariat et de coopération dans les domaines de la recherche, de la formation et du développement économique avec des organismes, instituts et universités, tant au niveau national qu'international, entre 2024 et le premier semestre 2026, a-t-on appris, lundi, du recteur de l'université, Noureddine Abdelbaki. S'exprimant à l'issue de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2025-2026, le recteur a précisé que l'Université M'hamed Bougara avait signé 87 conventions avec des établissements universitaires, des organismes de recherche et d'autres institutions à l'échelle nationale, ainsi que 51 autres conventions avec des organismes, universités et laboratoires étrangers. A cela s'ajoute la signature d'autres accords dans le cadre de la coopération internationale, portant sur plus de 10 projets internationaux liés à la recherche et à la formation scientifique. Toujours selon le recteur, ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement économique, tant public que privé, ainsi que sur son environnement social immédiat. Ils visent également à renforcer les partenariats, à dynamiser la valeur du diplôme universitaire et à améliorer la réputation de l'université aux niveaux national et international. Ces initiatives s'inscrivent également dans les profondes transformations que connaît l'université en matière de modernisation, notamment à travers la numérisation, afin de l'aligner sur les standards des universités modernes, en

développant ses services au profit de la société et en contribuant activement au développement économique. Le recteur a souligné que ces conventions portent notamment sur la réalisation de projets, d'études et de travaux de recherche, ainsi que sur les échanges d'expertises, notamment dans les domaines des technologies, des sciences exactes, de la chimie, de la biologie moléculaire et des écosystèmes.

Ils comprennent également des projets de recherche et de formation à dimension méditerranéenne, ainsi que dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Fondée en 1998, l'Université de Boumerdes compte six facultés accueillant plus de 35.000 étudiants. Elle enregistre chaque année la sortie de près de 6.000 étudiants en licence et plus de 3.500 autres en master.

TIZI-OUZOU. RÉCUPÉRATION DU FONCIER INDUSTRIEL NON EXPLOITÉ L'opération se poursuit

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Essedik Boucetta a instruit les membres de la commission de wilaya chargée de l'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, à l'effet de poursuivre l'opération de récupération du foncier industriel, attribué mais qui demeure non exploité, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. A l'issue, d'une réunion des membres de la commission de wilaya chargée de l'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, tenue dimanche, et présidée par le chef de l'exécutif local, M. Boucetta, a instruit les

services concernés à l'effet de poursuivre l'opération de récupération du foncier industriel non exploité et de procéder à un recensement global des assiettes foncières non exploitées ou celles qui demeurent à l'état de terrains nus, précise la même source. Le même responsable a également ordonné de prendre toutes les mesures administratives et juridiques requises pour leur récupération du foncier, en vue de le réaffecter au profit d'investisseurs "sérieux, capables de concrétiser de réels projets sur le terrain", a-t-on ajouté. M. Boucetta a insisté sur la nécessité de

poursuivre l'opération d'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, conformément aux orientations des pouvoirs publics visant à valoriser le foncier économique et à relancer la dynamique d'investissement, a-t-on expliqué. Par ailleurs, souligne la même source, le premier responsable de la wilaya a mis l'accent sur l'impératif d'accélérer le traitement des dossiers, de lever les entraves administratives et de garantir une "exploitation optimale" du foncier économique, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

AÏN-TÉMOUCHENT.

UNIVERSITÉ BELHADJ BOUCHAÏB Neuf nouvelles spécialités renforcent l'offre de formation

L'offre de formation de l'Université Belhadj Bouchaïb d'Aïn Temouchent a été renforcée par neuf (9) nouvelles spécialités au titre de l'année universitaire 2026-2027, a annoncé, lundi, le recteur de l'université, le professeur Abdelkader Ziadi. Le recteur a précisé que ces nouvelles spécialités comprennent huit (8) formations pédagogiques en cycle de master, à savoir Droit des affaires, Droit pénal et sciences criminelles, Intelligence artificielle, Réseaux et systèmes distribués, Analyse mathématique et ses applications, Histoire de la Révolution algérienne, Chimie pharmaceutique et Ecosystèmes aquatiques. Il a également indiqué que l'université a ouvert une nouvelle spécialité en ingénierie des systèmes électriques industriels, qui s'inscrit parmi les nouvelles offres de formation prévues pour la rentrée universitaire 2026-2027. Selon le professeur Ziadi, ces nouvelles spécialités s'inscrivent dans le cadre de l'adaptation de l'Université Belhadj Bouchaïb aux évolutions scientifiques et technologiques, tout en répondant à la dynamique économique et aux besoins du marché de l'emploi, tant au niveau local que national.

EL-MENIAA. STOCKAGE DE CÉRÉALES

Inauguration d'un centre de proximité à Gouiret-Moussa

Un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, a été réceptionné et mis en service, lundi, dans la zone de Gouiret-Moussa (90 km Nord d'El-Meniaa), dans le cadre du renforcement des capacités de stockage des récoltes et de l'accompagnement de la dynamique que connaît le secteur de l'agriculture, notamment les cultures stratégiques, dans la wilaya d'El-Meniaa. Le centre en question fournira des espaces de stockage de proximité aux agriculteurs, ce qui permettra de préserver les récoltes et d'améliorer les conditions de leur collecte et de leur commercialisation, surtout avec la hausse continue de la production céréalière de la wilaya, ces dernières années. S'exprimant en marge de la cérémonie inaugurale, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a indiqué que la nouvelle structure renforcera les capacités de la wilaya en matière de stockage de céréales, dans une dynamique suivant la hausse continue de la production agricole de la wilaya, notamment dans les céréales et les cultures stratégiques. Il a salué, à cet égard, les efforts des pouvoirs publics visant à mettre en place les infrastructures nécessaires pour l'accompagnement des agriculteurs et le renforcement de la sécurité alimentaire. La réalisation de ce centre s'inscrit dans le cadre d'une série de projets similaires approuvés par les pouvoirs publics dans différentes wilayas du pays, visant à mettre en place des centres de proximité de stockage de céréales, afin de renforcer la sécurité alimentaire nationale et d'accroître les capacités d'accueil et de stockage des récoltes, conformément à la stratégie nationale visant à développer la céréaliculture.

AFIN D'ÉVITER UNE BATAILLE JURIDIQUE OU FINANCIÈRE COÛTEUSE

La FAF prépare une stratégie pour pousser Petkovic vers la sortie

La Fédération algérienne de football (FAF) semble déterminée à tourner la page Vladimir Petkovic, mais le dossier s'annonce particulièrement complexe. Désireuse de mettre un terme à sa collaboration avec le sélectionneur national, l'instance dirigée par Walid Sadi se heurte à l'intransigeance du technicien suisse, qui refuse catégoriquement une résiliation à l'amiable de son contrat.

Selon plusieurs sources, Petkovic campe sur sa position. Le sélectionneur des Verts entend poursuivre sa mission à la tête de l'équipe nationale jusqu'au terme de son engagement, fixé à 2028, ou, à défaut, percevoir l'intégralité des indemnités prévues par son contrat en cas de rupture anticipée. Une exigence qui représente un obstacle financier de taille pour la FAF.

Face à cette impasse, la Fédération n'aurait toutefois pas renoncé à son objectif. Plutôt que d'engager une coûteuse procédure de licenciement, elle envisagerait une approche indirecte visant à inciter Petkovic à quitter son poste de son propre chef. La première mesure consisterait à appliquer avec une rigueur absolue les clauses de son contrat, notamment celle qui l'oblige à résider en Algérie pendant trois semaines chaque mois. Jusqu'à présent, cette disposition aurait été appliquée

avec une certaine souplesse, permettant au technicien suisse de passer une grande partie de son temps à l'étranger. Désormais, la FAF entend faire respecter ce point contractuel à la lettre, dans un cadre strictement légal.

La Fédération ne compterait pas s'arrêter là. Toujours selon les mêmes informations, elle envisagerait également de mettre fin aux contrats de trois membres clés du staff de Petkovic : son premier adjoint Davide Morandi, le préparateur physique Paolo Rongoni et l'entraîneur des gardiens Guido Nanni.

Contrairement au contrat du sélectionneur, ceux de ses collaborateurs permettraient une résiliation unilatérale par la FAF, sans entraîner le versement d'importantes indemnités. Cette différence juridique offrirait à l'instance fédérale une plus grande marge de manœuvre.

L'objectif serait d'isoler progressivement Vladimir Petkovic en recomposant son encadre-

ment technique avec de nouveaux assistants choisis directement par la Fédération.

Dans cette nouvelle configuration, plusieurs anciennes figures du football algérien pourraient intégrer le staff technique. Les noms d'Anwar Yahia et de Karim Ziani circulent avec insistance parmi les profils susceptibles d'accompagner le sélectionneur, si ce dernier décidait finalement de poursuivre sa mission.

Cette éventuelle nomination traduirait la volonté de la FAF de renforcer la présence d'anciens internationaux au sein de l'encadrement de la sélection nationale, tout en reprenant davantage le contrôle sur son organisation sportive. À travers cette série de mesures, la Fédération espère

créer un contexte suffisamment contraignant pour convaincre Vladimir Petkovic de quitter ses fonctions sans engager une bataille juridique ou financière coûteuse.

Reste à savoir si cette stratégie portera ses fruits. Le technicien suisse n'a, jusqu'à présent, laissé entrevoir aucun signe de recul et continue de faire valoir les droits que lui confère son contrat. Si aucun compromis n'est trouvé dans les prochaines semaines, le bras de fer entre la FAF et son sélectionneur pourrait encore s'intensifier, retardant ainsi le lancement du chantier de la succession et la recherche d'un nouvel entraîneur pour conduire les Verts lors des prochaines échéances internationales.

Hakim S.

LES OPTIONS OFFENSIVES TOUJOURS LIMITÉES :

Chiakha a une carte à jouer en sélection nationale

A chaque publication concernant Amine Chiakha, qu'il s'agisse d'un but inscrit avec son club ou d'une bonne prestation, un commentaire revient régulièrement : « Il n'a pas convaincu avec l'équipe nationale. » Une affirmation qui semble s'être installée dans le débat, alors qu'elle mérite d'être sérieusement nuancée.

En règle générale, on considère qu'un joueur n'a pas convaincu lorsqu'il a bénéficié de plusieurs opportunités, disputé de nombreux matchs, et qu'il n'a jamais réussi à laisser une véritable empreinte. Ce constat est alors fondé sur un échantillon suffisamment large pour tirer des conclusions.

large pour tirer des conclusions.

Mais peut-on réellement appliquer ce raisonnement à Amine Chiakha ? Depuis sa première convocation avec les Verts, le jeune attaquant n'a disputé que trois rencontres. Encore faut-il préciser dans quelles conditions. Il est entré dans les toutes dernières secondes face à la Guinée équatoriale, a joué seulement six minutes contre le Mozambique, puis treize minutes face au Guatemala. Au total, cela représente une vingtaine de minutes réparties sur trois matchs.

Vingt minutes. C'est à peine le temps nécessaire pour entrer dans le rythme d'une rencontre, comprendre les mouvements de ses partenaires et tenter d'apporter quelque chose dans un contexte souvent déjà figé. Tirer un verdict définitif sur un attaquant après un temps de jeu aussi réduit paraît donc prématuré.

Il ne faut pas oublier non plus que Chia-kha évolue au poste d'avant-centre, l'un des



plus exigeants du football moderne. C'est une position où les occasions sont parfois rares et où le moindre détail fait la différence. De plus, les profils de véritables numéros 9 se font de plus en plus rares, ce qui renforce l'intérêt de suivre avec patience l'évolution d'un jeune joueur capable d'occuper ce rôle.

À seulement 20 ans, Amine Chiakha possède encore une importante marge de progression. Son intégration au sein de la sélection

tion demande du temps, comme c'est souvent le cas pour les jeunes joueurs qui découvrent le plus haut niveau international. L'adaptation à un nouveau groupe, aux exigences tactiques et à la pression des matchs internationaux ne se fait pas en quelques minutes de jeu.

Dans un contexte où les options offensives restent limitées pour la sélection algérienne, il serait logique de lui accorder davantage de confiance lorsque les circonstances le permettront. L'équipe nationale s'apprête progressivement à ouvrir un nouveau cycle, et ce type de profil mérite d'être observé sur une période plus longue avant d'être jugé.

Cela ne signifie pas pour autant qu'une place lui est acquise. La première étape reste de s'imposer en club. Enchaîner les titularisations, marquer régulièrement, gagner en efficacité et confirmer son potentiel seront les meilleurs arguments pour convaincre le sélectionneur de lui offrir davantage de responsabilités.

Le talent seul ne suffit pas, il faut également envoyer des signaux forts sur le terrain. Aujourd'hui, la concurrence au poste d'avant-centre n'est pas insurmontable. Le chemin est ouvert pour celui qui saura saisir sa chance.

Amine Chiakha possède les qualités pour prétendre à un rôle plus important, mais il devra continuer à progresser et à répondre présent lorsque les opportunités se présenteront.

H. S.



LIGUE 1

L'USM Alger lance sa préparation et fait le point sur son mercato estival

L'USM Alger a communiqué, lundi soir, les principales informations concernant la préparation de la nouvelle saison et l'évolution de son mercato estival. La direction du club a tenu à rassurer ses supporters en expliquant que le retard dans sa communication était motivé par la volonté de finaliser plusieurs dossiers avant de rendre publiques des informations officielles et vérifiées.

Sur le plan des recrutements, le club algérois a déjà enregistré l'arrivée de deux nouveaux joueurs. Le milieu de terrain Dirar Bensaadallah, en provenance de l'Olympique Akbou, ainsi que Salaheddine Bouziani, recruté au Paradou AC, viennent renforcer l'effectif. L'USMA précise également qu'une troisième recrue sera officialisée dans les prochains jours.

Concernant les départs, trois joueurs ont quitté le club jusqu'à présent : Islam Meghili, Ibrahim Benzaza et Kamel Soufi. La direction poursuit parallèlement l'étude de plusieurs autres dossiers, que ce soit pour des transferts définitifs ou des prêts, dans le but de bâtir un effectif compétitif pour les prochaines échéances nationales et continentales.

Sur le volet sportif, l'USM Alger a entamé officiellement sa préparation avant hier. Les Rouge et Noir ont effectué leur première séance d'entraînement à partir de 19h00 à l'École supérieure d'hôtellerie d'Ain Benian,

ES BEN AKNOUN

Trois recrues en renfort

LES Ben Aknoun, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a entamé dimanche sa préparation en vue de la saison 2026-2027, tout en poursuivant le renforcement de son effectif et en renouvelant sa confiance à son entraîneur, Mounir Zeghdoud. La première séance du programme de préparation de l'intersaison s'est déroulée dans une ambiance marquée par "le sérieux et la discipline", marquant ainsi le coup d'envoi des préparatifs en prévision des prochaines échéances, a indiqué le club algérois dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. Dans le cadre du renforcement de son effectif, la direction du club a annoncé le recrutement de trois nouvelles recrues : le défenseur M'hamed Marouani, en provenance du MC El Bayadh, l'attaquant Bechou Youcef, arrivé de l'USM El Harrach, ainsi que le milieu défensif Mohamed Ben Chaïra, transféré du CS Constantine. La direction du club a précisé que ces recrutements s'inscrivent dans sa politique visant à renforcer l'effectif par des joueurs capables d'apporter une réelle plus-value technique, conformément à la vision sportive du club et aux exigences de la prochaine saison. Mercredi dernier, l'ES Ben Aknoun avait annoncé la prolongation, pour une saison supplémentaire, du contrat de son entraîneur Mounir Zeghdoud, qui poursuivra ainsi sa mission à la tête de la barre technique durant l'exercice 2026-2027. Nommé en juillet 2025 en remplacement de Mohamed Bachir Manaa, Zghdoud a conduit le club à des résultats satisfaisants lors de la saison écoulée, permettant à l'ES Ben Aknoun de terminer à la huitième place du classement de la Ligue 1 Mobilis avec 43 points, à égalité avec le CS Constantine, des performances qui ont convaincu la direction de renouveler sa confiance en lui.



marquant ainsi le coup d'envoi de la reprise des entraînements.

Dans le cadre de leur préparation estivale, les Usmistes s'envolent ensuite pour Milan, en Italie, le jeudi 23 juillet, où ils effectueront un stage de préparation. Ce regroupement permettra au staff technique de mettre en place un programme de travail physique, technique et tactique afin d'aborder dans les meilleures conditions la nouvelle saison, marquée par des objectifs aussi bien sur la scène nationale que

continentale.

Enfin, l'USMA, détentrice de la coupe de la précédente édition de la Coupe de la CAF, ainsi que celle de la Coupe d'Algérie, a assuré que la communication avec ses supporters sera plus régulière durant les prochaines semaines, tout en invitant ses fidèles à privilégier les informations officielles et à ne pas se fier aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux.

Hakim S.

Abderaouf Benguit, 3^e recrue

Le milieu de terrain Abderaouf Benguit s'est engagé à l'USM Alger pour les quatre prochaines saisons, en provenance du CR Belouizdad, a annoncé mardi le club de Ligue 1 Mobilis de football. L'ancien milieu de terrain du CR Belouizdad s'est engagé avec l'USMA jusqu'en 2030, marquant ainsi son retour dans un club dont il a porté les couleurs entre 2016 et 2019. Benguit devient ainsi la troisième recrue des "Rouge et Noir" durant ce mercato estival après l'officialisation de la signature du milieu défensif de l'Olympique Akbou, Dhirar Bensaadallah, et le milieu offensif du Paradou AC, Salah-

Eddine Bouziani. Côté départs, le club algérois a confirmé que "les deux milieux de terrain : Islam Merili et Ibrahim Benzaza, ainsi que le gardien de but Kamel Soufi", ne font plus partie de son effectif, ajoutant que "plusieurs autres dossiers, concernant des transferts définitifs ou des prêts, demeurent à l'étude afin de constituer un effectif en adéquation avec les objectifs du club."

Sur le plan de la préparation pour la nouvelle saison 2026-2027, l'USMA a entamé lundi (hier) sa première séance d'entraînement à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA) d'Ain Benian, sous la houlette de l'entraî-

neur sénégalais Lamine N'diaye, dont le contrat a été prolongé. A rappeler qu'il a permis aux Usmistes de remporter un doublé Coupe de la Confédération - Coupe d'Algérie. Les coéquipiers d'Oussama Benbot rallieront ensuite la ville italienne de Milan, le 23 juillet, pour un stage de préparation estivale destiné à offrir "les meilleures conditions techniques et physiques" en prévision des compétitions nationales et continentales.

L'USMA a bouclé la saison 2025-2026 avec un titre africain en Coupe de la Confédération et remporté la Coupe d'Algérie pour la 10^e fois de son histoire.

CR TÉMOUCHENT

Deux internationaux olympiques égyptiens recrutés

Le CR Témouchent, promu cette saison en Ligue 1 Mobilis, poursuit son opération de renforcement de son effectif en vue de la prochaine saison, en officialisant le recrutement de trois nouveaux joueurs, dont deux internationaux olympiques égyptiens et un milieu de terrain algérien, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du club. Le CRT a d'abord annoncé l'arrivée du milieu défensif égyptien Seif Safaga, né en 2005, sous la forme d'un prêt d'une saison en provenance du club d'ENPPI, assorti d'une option d'achat qui pourra être levée à l'issue de la saison 2026-2027. International avec la sélection olympique égyptienne, Safaga a pris part à la Coupe d'Afrique des nations U20 disputée en Egypte en 2025 ainsi qu'à la Coupe du monde U20 organisée la même année au Chili. Le CR Témouchent a également enregistré la signature de l'attaquant égyptien Mohamed Zaïloul, en provenance d'Al Ahly SC. Le joueur évolue lui aussi avec la sélection olympique d'Egypte. Enfin, le milieu de terrain Abderrahmane Berkoun s'est engagé avec le club après une saison passée sous les couleurs d'Abu Ashhar, club libyen de première division. Le joueur avait auparavant porté le maillot du Paradou AC. Auparavant, le club de l'Ouest du pays avait engagé premier contingent de recrues composé de huit joueurs. Ces recrutements s'inscrivent dans la stratégie de renforcement engagée par la direction du CRT afin de doter le promu d'un effectif compétitif pour son premier exercice parmi l'élite du football algérien.

MC ORAN

Kheireddine Keniche s'engage pour trois saisons

Le MC Oran (Ligue 1/Football) a annoncé, mardi, la signature du défenseur Keniche Kheireddine pour un contrat de trois saisons, en provenance du MC El Bayadh, dans le cadre du renforcement de son effectif en prévision du prochain exercice. Le joueur, dont l'équipe a rétrogradé en Ligue 2 en fin d'exercice passé, rejoint une formation oranaise qui a déjà enregistré plusieurs nouvelles recrues durant cette période estivale, à l'image de Houari Baouche, arrivé du CS Constantine, Ismaïl Saadi (US Saoura), Ahmed Ghenam (CR Témouchent) et Esong Matuti (USM Khenchela). Parallèlement à cette opération de recrutement, le MCO a procédé à plusieurs départs, avec notamment la résiliation des contrats du Botswanaï Edwin Moheitsiwa, du gardien de but Mokhtar Ferahi et du joueur guinéen Bangoura. Les Rouge et Blanc ont entamé lundi leur premier regroupement d'intersaison à Oran, sous la direction de l'entraîneur et directeur sportif Si Tahar Cherif El Ouezani. Ce stage vise à préparer la nouvelle saison et à mettre en place les bases de l'équipe appelée à disputer le prochain championnat de Ligue 1. Lors de l'exercice écoulé, le Mouloudia d'Oran avait terminé la compétition à la cinquième place du classement de la Ligue 1 algérienne.

H. S.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE VOLLEY-BALL (SENIORS DAMES)

La sélection algérienne qualifiée

L'équipe nationale algérienne seniors-dames de volley-ball a validé son billet pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations 2026, malgré sa défaite, lundi soir, face à son homologue tunisienne sur le score de trois sets à un (20-25, 17-25, 25-21, 22-25), lors du match retour disputé au Palais des Sports Hamou Boutlélis d'Oran, dans le cadre des éliminatoires de la Zone 1.

La sélection algérienne avait bien entamé cette campagne qualificative en s'imposant dimanche face à la Tunisie sur le score de trois sets à deux, avant de s'incliner lors de la seconde confrontation par trois sets à un. Au cumul des sets des deux rencontres, la Tunisie et l'Algérie décrochent leur billet pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations féminin, prévue du 23 août au 5 septembre 2026 à Nairobi, au Kenya, après le forfait des autres sélections de la région nord-africaine.

Cette phase qualificative, organisée pendant deux jours à Oran par la Zone 1 de la Confédération africaine de volley-ball, en coordination avec la Fédération algérienne de volley-ball, n'a réuni que les sélections d'Algérie et de Tunisie, qui



se sont affrontées à deux reprises, alors que trois équipes de la région nord-africaine étaient initialement attendues. Le Championnat d'Afrique des nations féminin 2026 revêt une importance particulière, puisqu'il constitue une étape majeure dans le processus de qualification aux Jeux olympiques de Los Angeles 2028, aux Etats-Unis.

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE U17 EN STAGE EN POLOGNE

De son côté, la sélection algérienne masculine de volley-ball des moins de 17 ans (U17) a entamé un stage de préparation en Pologne, qui s'étalera jusqu'au 18 juillet, en prévision du Championnat du monde de la catégorie, a annoncé la Fédération algérienne de volleyball (FAVB). Ce regroupement s'inscrit dans le programme de préparation arrêté par la Fédération en prévision de la deuxième édition du Cham-

pionnat du monde U17, qui se déroulera du 19 au 29 août 2026 au Qatar. Lors de cette compétition mondiale, le Six national évoluera dans le groupe C, en compagnie de l'Argentine, de Porto Rico et du Pakistan, selon le tirage au sort effectué en mars dernier au siège de la Fédération internationale de volleyball (FIVB), à Lausanne (Suisse). L'Algérie figure parmi les trois représentants africains engagés dans cette édition, aux côtés de l'Egypte et de la Tunisie. Au total, 24 sélections, réparties en six groupes, prendront part au tournoi, dont l'Italie, tenante du titre. Le stage de Pologne devrait permettre au staff technique national de poursuivre le travail technico-tactique et physique du groupe, afin d'aborder dans les meilleures conditions l'échéance mondiale, où les jeunes volleyeurs algériens tenteront de réussir un parcours honorable face à une opposition relevée.

TENNIS / CHAMPIONNATS D'ALGÉRIE DES JEUNES 2026

La FAT fixe les dates de la compétition

La Fédération algérienne de tennis (FAT) organisera, sous le signe du fair-play, les Championnats d'Algérie des jeunes 2026, du 25 au 30 juillet à Alger, a appris l'APS lundi auprès de l'instance fédérale. Ce rendez-vous concernera les catégories d'âge suivantes: U08, U09, U10, U12, U14, U16 et U18 (garçons et filles). Les compétitions se dérouleront au Centre fédéral d'entraînement de Ben Aknoun et au Tennis Club de Bachdjarrach, selon un calendrier établi par la Direction

technique nationale (DTN). Les catégories U08 et U09 (garçons et filles) évolueront au Centre fédéral d'entraînement de Ben Aknoun du 25 au 28 juillet, avant de poursuivre la compétition au Tennis Club de Bachdjarrach les 29 et 30 juillet. Les épreuves des catégories U10, U12, U14 et U18 (garçons et filles) se tiendront, quant à elles, du 25 au 30 juillet au Tennis Club de Bachdjerrah. Les compétitions de la catégorie U16 auront lieu exceptionnellement du 4 au 9 août au

Centre fédéral d'entraînement de Ben Aknoun. "Cette programmation a été aménagée afin de permettre aux sélections nationales algériennes de participer au Championnat d'Afrique U16 ans, prévu en Afrique du Sud du 20 au 30 juillet 2026", a expliqué l'instance fédérale. La FAT a, par ailleurs, fixé au 18 juillet prochain la date limite de dépôt des demandes de Wild Cards. "La liste officielle des bénéficiaires sera publiée le 22 juillet. Les clubs sont invités à transmettre leurs

demandes exclusivement par courrier électronique à l'adresse dtn@fatdz.com, dans les délais impartis", a encore précisé la FAT. Sur le plan technique, les tableaux des épreuves de simple et de double, seront dirigés par les juges-arbitres algériens Amine Mohatet et Abderrahmane Cherifa, tous deux titulaires du grade international White Badge. La direction de cette édition des Championnats d'Algérie des jeunes sera assurée par le vice-président de la FAT, Yacine Oulhaci.

MONDIAL U18 DE HANDBALL (FILLES)

La sélection nationale poursuit sa préparation

La sélection algérienne féminine de handball des moins de 18 ans (U18) poursuit son stage de préparation à Alger en prévision du 11^e Championnat du monde de la catégorie, prévu en Roumanie du 29 juillet au 9 août 2026, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB). Entamé le 10 juillet, ce regroupement se poursuivra jusqu'au 26 juillet dans la capitale. Il s'inscrit dans le cadre du programme de préparation arrêté par le staff technique national afin d'optimiser la préparation technique et physique des joueuses et de renforcer la cohésion du groupe avant l'échéance

mondiale, précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. Pour ce stage, le staff technique, dirigé par Nadia Benzine, assistée de Djamilia Naïli Douaouda, a retenu 26 joueuses représentant plusieurs clubs du Championnat national. Lors du Mondial-2026, qui réunira 32 sélections, l'Algérie évoluera dans le groupe H en compagnie de la Suisse, de la Serbie et de la Slovinie, selon le tirage au sort effectué le 8 mai dernier à Bâle (Suisse).

Outre l'Algérie, le continent africain sera représenté par l'Angola, l'Egypte, la Gui-

née et la Tunisie lors de cette compétition mondiale organisée en Roumanie. Liste des 26 joueuses convoquées : Djelouah Louiza, Abderrahmani Melissa, Chebli Anaïs, Halou Yasmima, Amriche Dihia, Bouda Eliana, Ydjedd Hadil, Bendjaoud Yasmine, Lahlah Leticia, Aithamou Ali Dihia, Misraoui Lemia Melissa, Salmi Malek, Sid Aya, Sid Amira, Mansouri Kinda, Benflis Maria Yasmine, Azez Maram Hidayat, Bennour Nermin, Khodja Yasmine, Manseur Massiva, Rahal Salsabil, Sayad Chahinez, Tirsatine Darine, Yalacerine Oum El Kheir, Zitouni Dounia, Adda Aya.

ATHLÉTISME

Slimane Moula en stage de préparation à Tlemcen

Le demi-fondeur algérien Slimane Moula effectuera un stage bloqué à Tlemcen, pour poursuivre sa préparation en prévision des prochaines échéances internationales, dont les Jeux méditerranéens de Tarente (Italie), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Le champion du 800 mètres "élira domicile à l'Hôtel des Zianides, tout au long de son séjour à Tlemcen, et son travail préparatoire sera réparti entre le stade Colonel Lotfi et le Complexe Sportif de Lalla Setti" a détaillé la même source. De son côté, le président de la FAA, Farid Boukais a adressé une correspondance à la Ligue d'athlétisme de la wilaya de Tlemcen, afin de prendre toutes les dispositions qui s'imposent, pour mettre Moula dans de bonnes conditions et lui permettre d'effectuer une bonne préparation. Pour rappel, l'édition 2026 des Jeux Méditerranéens aura lieu du 21 août au 3 septembre prochains dans la ville italienne de Tarente. Juste après la fin de cette compétition, Moula devrait se rendre en Belgique, pour disputer la finale du 800 mètres de la Ligue de Diamant 2026, prévue la mi-septembre à Bruxelles.

MEETING INTERNATIONAL DE HENGLO

Younes Ayachi deuxième au saut en hauteur

L'athlète algérien Younes Ayachi a décroché une prometteuse deuxième place au concours du saut en hauteur du Klaverblad International High Jump Meeting, disputé dimanche à Hengelo (Pays-Bas), comptant pour le World Athletics Continental Tour Bronze, après avoir franchi une barre à 2,21 m. Le jeune sauteur algérien a terminé à égalité avec le Jamaïcain Raymond Beckford (2,21 m), vainqueur du concours au bénéfice d'un meilleur nombre d'essais. L'Allemand Finn Wendrich a complété le podium avec un saut à 2,18 m. Cette nouvelle performance confirme les excellentes dispositions de l'espoir de l'athlétisme algérien, qui continue d'enchaîner les résultats de haut niveau sur le circuit international. Agé de 18 ans, Ayachi s'est illustré cette saison en portant son record personnel à 2,28 m, une marque constituant également le record d'Algérie juniors (U20). Au classement final du concours, le Mexicain Edgar Rivera (2,14 m), le Bulgare Tihomir Ivanov (2,14 m) et le Belge Jarne Vermeiren (2,14 m) ont respectivement occupé les quatrième, cinquième et sixième places, devant le Britannique Andrew Coward et l'Arabais Winston Vrolijk, tous deux crédités de 2,10 m.



SÉNÉGAL

L'heure au règlement de comptes

Lors d'une conférence de presse consacrée au bilan de la Coupe du monde 2026, le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF) Abdoulaye Fall a surpris les journalistes présents en remettant en cause les compétences du médecin des Lions de la Teranga, le Dr Fédior. "C'est un gynécologue de formation", a-t-il révélé.

On le sait, tout va toujours très vite dans le football. Et ce n'est certainement pas la sélection sénégalaise qui dira l'inverse. Après avoir perdu la dernière Coupe d'Afrique des Nations sur tapis vert face au Maroc plusieurs mois après sa victoire sur le terrain, les Lions de la Teranga, à deux doigts d'être qualifiés pour les 8es de finale de la Coupe du monde 2026, ont finalement pris la porte en se faisant renverser par la Belgique (de 2-0 à 2-3) après s'être inclinés à deux reprises en phase de groupes, contre la France (3-1) et la Norvège (3-2), avant une victoire (5-0) face à l'Irak. Depuis, la presse locale, mécontent du parcours, a multiplié les attaques et les critiques à l'encontre de sa sélection. Au cœur de cette tempête, le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF) Abdoulaye Fall a décidé de faire un point public lors d'une conférence de presse. Il en a profité pour remettre en cause les compétences du médecin de la sélection, le Dr Fédior, pourtant présent depuis une décennie. "Il n'avait pas le profil académique pour accompagner nos athlètes, a-t-il déploré. Et ça aussi, c'est quelque chose que j'ai découvert tardive-



PH : DR

Abdoulaye Fall, président de la Fédération sénégalaise de football (FSF)

ment. Parce que le docteur Fédior, c'est un gynécologue de formation."

"Et je pense qu'à ce niveau, avec le retour que j'ai eu, c'est que les joueurs n'étaient pas suffisamment convaincus pour être souvent accompagnés par lui. Donc il fallait quand même trouver une expertise convaincante pour leur permettre d'être très rassurés à ce niveau. Parce que la santé passe avant tout", a-t-il ajouté. Une drôle de révélation remise en cause par le site sénégalais Senenews, qui rapporte des propos du médecin en question datant de 2018.

"Oui, ma spécialité quand j'ai commencé, c'était la gynécologie, indiquait-il. Le milieu sportif reste quand même mon premier amour que j'ai découvert en 4e année. À cet instant, il n'y avait pas beaucoup de médecins du sport (...) Étudiant, il y avait un module de sport qu'on faisait. Comme je faisais beaucoup de sport de compétition, je l'ai choisi comme module optionnel. J'ai continué sur cette lancée. Ça, c'est depuis ma 4e année. J'ai continué à faire la médecine du sport, que ce soit dans des clubs ou en équipe nationale. Mon premier club, c'est l'US Gorée en 1986."

UN CLIMAT DÉLÉTÈRE

Le président de la Fédération sénégalaise de football a décrit également décrit un climat délétère autour des Lions de la Teranga pendant le Mondial, marqué par "une rupture de confiance" entre la Fédé-

ration et le sélectionneur national qui réclamait une revalorisation de son salaire. En poste depuis fin 2024, Pape Thiaw a donc été démis de ses fonctions, a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche la FSF, pointant un "échec" dans cette compétition dont le Sénégal a été éliminé en 16e de finale. "Il y a eu une rupture de confiance entre Pape Thiaw et nous" en raison de la non signature de son nouveau contrat, a déclaré le président de la FSF, Abdoulaye Fall, lors d'une conférence de presse à Dakar.

La FSF n'était pas d'accord avec les exigences du sélectionneur qui, avant de partir pour la Coupe du monde, a réclamé de faire passer son salaire mensuel d'une vingtaine de millions de FCFA (environ 31.000 euros) à 50 millions de FCFA (77.000 euros), avant un accord pendant le Mondial sur un montant de 30 millions de FCFA (plus de 46.000 euros), entre autres divergences sur des points relatifs aux primes dont celle de signature.

Thiaw avait menacé de ne pas partir au Mondial si ses prétentions financières n'étaient pas satisfaites avant qu'une intervention du chef de l'Etat sénégalais Bassirou Diomaye Faye ne le fasse changer d'avis le jour du départ pour les USA, a affirmé le président de la FSF. Finalement, "le contrat a été signé à la veille du match contre la Norvège (le 23 juin) après que Thiaw a refusé de s'asseoir sur le banc" si son contrat n'était pas signé, a-t-il conclu.

ANGLETERRE-ARGENTINE

Jordan Pickford voit les Three Lions gardent leur sang-froid

Jordan Pickford, le gardien de but de la sélection anglaise, s'est dit convaincu que l'Angleterre garderait son sang-froid contre l'Argentine qu'elle affronte mercredi (20h) à Atlanta en demi-finale de la Coupe du monde.

Souvent mal embarqués dans ce tournoi, les Three Lions s'en sont toujours sortis en grande partie grâce à leur capacité à surmonter les écueils et à gérer la pression, à l'instar de leur quart de finale renversant face à la Norvège. Alors, l'Angleterre saura-t-elle gérer la pression et garder son calme face à l'Argentine en demi-finale de la Coupe du monde mercredi ? "Je pense que vous avez vu tout au long du tournoi notre envie de gagner les duels. Nous ne nous sommes pas retrou-

vés dans des échauffouées ou quoi que ce soit", a-t-il déclaré au camp de base de l'Angleterre à Kansas City. "Les décisions sont en notre faveur, elles ne le sont pas : on se reconcentre, on repart et on laisse le football parler pour nous", a expliqué le portier de 32 ans (90 sélections), rappelant qu'à l'exception de Jarell Quansah, exclu en huitième de finale contre le Mexique, les Anglais n'ont "eu aucune suspension, aucun deuxième carton jaune ni quoi que ce soit de ce genre". Lionel Messi sera au centre de l'attention, mais le gardien d'Everton a tenu à mettre en avant les propres forces de l'Angleterre. "Tout le monde va parler de Messi parce qu'il est l'un des GOAT (meilleur joueur de tous les temps, NDLR) de notre sport. Mais on ne peut pas ignorer les

qualités et le talent que nous avons dans notre effectif offensivement, défensivement, la solidarité. Nous avons tout ce qu'il faut et c'est ce que nous devons montrer mercredi", a-t-il dit. La rivalité entre les deux sélections est l'une des plus explosives du football mondial, façonnée par des événements qui se sont produits sur le terrain mais aussi en dehors, comme le différend territorial sur les îles Malouines dans l'Atlantique Sud, qui déclencha une guerre en 1982 et que revendique toujours Buenos Aires.

Mais, estime Pickford, la demi-finale de mercredi, "c'est nous contre eux pour décrocher une place en finale, et ça reste un match de football. 90 minutes, 120 minutes, les tirs au but", a-t-il insisté.

ERLING HAALAND ABSENT, "RO" VIKING

Les Norvégiens accueillis en héros à Oslo

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont réservé un accueil triomphal lundi soir à Oslo à l'équipe de Norvège, quart de finaliste au Mondial 2026, le meilleur résultat de son histoire. Erling Haaland, lui, était absent des célébrations avec le public. À performance historique, accueil historique. Environ 90.000 personnes se sont ainsi massées à Oslo pour fêter l'équipe de Norvège lundi soir, a déclaré le chef des opérations de la police Lars Kostveit à l'agence NTB. Les Norvégiens ont été éliminés samedi par l'Angleterre (2-1) après prolongation, réalisant leur meilleur parcours à l'occasion de sa quatrième participation à la Coupe du monde.

La place du Palais royal était noire de monde quand l'équipe scandinave s'est assise vers 21h30 devant la foule pour entamer le désormais fameux "Ro" viking : mimer les mouvements de la rame en scandant "ro" (ramer en norvégien), qui fait office de chant de ralliement des supporters norvégiens et de leurs joueurs. Pendant ce temps, le prince héritier Haakon menait le mouvement de la foule et de l'équipe en frappant un tambour.

"C'est tout simplement incroyable de voir tout le soutien que nous recevons et à quel point tout le pays est derrière nous. Tant de joie, de sourires et de bonne humeur. C'est vraiment fantastique", a déclaré le capitaine de la sélection, le milieu Martin Ødegaard, à la chaîne publique NRK. Erling Haaland était absent des célébrations avec le public, NRK indiquant qu'il devait prendre un avion. Il avait cependant assisté auparavant à la réception donnée par le roi Harald pour féliciter le onze norvégien.

L'avion transportant les joueurs norvégiens avait atterri avec un retard important lundi soir, peu après 19h à Oslo. Après l'atterrissage, les joueurs sont montés directement dans le car qui les a conduits au palais. De nombreux supporters norvégiens les attendaient tout au long de la route, vêtus de maillots et brandissant des drapeaux.

PUB



BASE AMÉRICAINE FRAPPÉE AU KOWEÏT

Des soldats ayant survécu accusent les généraux américains de les avoir trahis

Des militaires américains ayant survécu à une frappe iranienne remettent ouvertement en cause les décisions de leur hiérarchie. Ils estiment que « plusieurs avertissements n'ont pas été pris au sérieux et que des choix contestés, avant comme après l'attaque, ont coûté la vie à plusieurs soldats ».



Des militaires américains ayant survécu à la frappe iranienne contre une installation des États-Unis dans le port de Shuaiba, au Koweït, accusent leur commandement « de les avoir trahis et d'avoir ignoré plusieurs avertissements concernant une éventuelle frappe ». C'est ce que rapporte, le Washington Post, dans son édition de dimanche dernier, citant le récit des soldats de l'armée des États-Unis ainsi que des sources proches de l'enquête interne.

Selon le quotidien américain, la frappe a eu lieu le 1er mars, au deuxième jour de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Six militaires appartenant au 103e com-

mandement de soutien de l'armée américaine ont été tués et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés. Le Washington Post présente cette opération iranienne comme l'une des plus meurtrières subies par les forces américaines depuis le début du conflit. Les militaires interrogés affirment que les services de renseignement considéraient déjà le port de Shuaiba comme une cible probable de l'Iran. D'après eux, il avait été déconseillé d'y installer des effectifs en raison de l'insuffisance des dispositifs de protection contre les drones, mais ces avertissements n'auraient pas été pris

en compte. Plusieurs témoins critiquent également le comportement du général de brigade Clint Barnes au moment de la frappe. D'après eux, il aurait quitté le bâtiment pour rejoindre un abri, alors que de nombreux militaires se trouvaient encore à l'intérieur. Ils affirment que les blessés ont ensuite été secourus par d'autres officiers et soldats. Le major Stephen Ramsbottom, présent dans le bâtiment visé, a déclaré que, si les erreurs commises n'étaient ni reconnues ni analysées, une autre unité risquerait un jour de se retrouver dans la même situation. L'armée américaine a refusé de répondre aux accu-

sations formulées par les militaires. Elle a toutefois assuré que les décisions prises par le commandement étaient « justifiées ». Toujours selon le Washington Post, l'enquête interne touche à sa fin. D'après les informations obtenues par le journal, ses conclusions préliminaires ne prévoient aucune sanction disciplinaire et n'attribuent aucune responsabilité personnelle aux commandants concernant le déploiement de l'unité dans le port de Shuaiba ou l'organisation des secours après la frappe. Selon des informations précédemment rapportées par CNN, la frappe a visé, dans la matinée du 1er mars, une structure modulaire composée de trois sections et utilisée comme centre d'opérations tactiques à Shuaiba. Les militaires auraient été surpris par l'opération iranienne et n'auraient pas eu le temps d'évacuer les lieux ni de rejoindre un abri. Plusieurs heures après la frappe, un incendie se poursuivait encore à l'intérieur du bâtiment, tandis que l'onde de choc avait détruit des murs et arraché certains éléments de la structure. Le lendemain, le Commandement central des États-Unis avait annoncé que les premières frappes de riposte iraniennes avaient coûté la vie à six militaires américains. L'agression américano-sioniste contre l'Iran a débuté le 28 février 2026.

R. I.

PÉKIN SUR LES MESURES PROTECTIONNISTES DE L'UE

Pourquoi elles se retourneront contre l'Union européenne ?

Alors que les commissaires européens s'apprentent à discuter des relations commerciales du bloc avec la Chine, ils devraient reconnaître que le recours à des mesures protectionnistes s'avérera finalement contre-productif, tandis qu'une coopération mutuellement avantageuse reste la voie la plus efficace à suivre. Depuis le début de l'année, l'Union européenne (UE) n'a cessé de mettre à jour son « arsenal de défense commerciale », en introduisant de multiples mesures restrictives ciblant les entreprises et les produits chinois. Plus récemment, en prévoyant de contraindre les entreprises européennes à diversifier leurs fournisseurs, le bloc accumule progressivement les barrières à l'investissement et les discriminations institutionnelles, la Chine en subissant les conséquences les plus graves. Ces mesures protectionnistes de Bruxelles continuent de perturber le commerce et la coopération économique entre les deux partenaires commerciaux, assombrissant davantage les perspectives du partenariat bilatéral dans son ensemble. En réalité, les décisions de l'UE ne contribueront guère à apaiser ses inquiétudes ni à résoudre le moindre problème. Étant donné que 99 % des entreprises européennes sont des PME, toute mesure susceptible d'augmenter les coûts de production risque de compromettre la compétitivité industrielle du continent. De plus, compte tenu de la complexité struc-

turelle des chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans le secteur manufacturier de pointe, les tentatives de « réduction des risques » ou de découplage ne feront qu'entraîner des coûts et des perturbations importants. Les préoccupations commerciales de l'Europe découlent également du déclin de la compétitivité de son secteur manufacturier. Pourtant, au lieu de développer de nouveaux moteurs de croissance pour revitaliser sa base industrielle, le bloc semble adopter la mauvaise approche en appréhendant de plus en plus les questions économiques sous l'angle de la sécurité. La Chine a fermement réaffirmé que les actions unilatérales de l'UE sont soupçonnées de violer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et causeraient un préjudice substantiel aux relations économiques et commerciales Chine-UE, perturberaient les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales et, en fin de compte, pèseraient sur l'Europe elle-même.

« PÉKIN NE SOUHAITE PAS DE GUERRE COMMERCIALE AVEC L'UE, MAIS PRENDRA DES CONTRE-MESURES RÉSOLUES SI L'UE CIBLE D'AVANTAGE LES ENTREPRISES OU LES PRODUITS CHINOIS. »

La Chine a néanmoins toujours affirmé que, compte tenu des fortes complémentarités économiques entre les deux parties, une coopération mutuellement

avantageuse offrait la meilleure voie pour sortir l'Europe de sa crise économique actuelle. Les actes sont plus éloquents que les paroles. Une récente enquête de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine a révélé que les entreprises européennes renforcent leur présence industrielle en Chine malgré les efforts de l'UE pour réduire les risques. Près d'un tiers des répondants ont indiqué avoir relocalisé davantage d'activités en Chine, tandis que 68 % ont déclaré maintenir ou développer leurs opérations sur place. La Chine est également disposée à résoudre ses différends commerciaux avec l'UE par le dialogue. Pékin mène actuellement des négociations avec l'OMC concernant le projet de l'UE d'appliquer de nouveaux droits de douane sur l'acier à compter du 1er juillet prochain. Pékin a toujours considéré l'UE comme un partenaire clé. La coopération entre les deux parties n'est pas à l'origine des difficultés actuelles de l'Europe ; elle représente au contraire une opportunité importante pour le continent de relancer sa croissance économique. L'UE pourrait croire qu'adopter une position plus ferme à l'égard de la Chine contribuera à enrayer son déclin industriel et à préserver son influence mondiale. En réalité, cependant, une telle voie constituerait une erreur stratégique coûteuse, dont l'Europe elle-même devrait assumer les conséquences.

R. I.

UE

Le directeur de l'AIE met en garde contre le retard en matière d'électrification

L'Europe a commis une grave erreur en ne réduisant pas assez rapidement sa dépendance aux combustibles fossiles importés depuis la crise énergétique de 2022, a récemment averti Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Selon un article publié par le Financial Times (FT), Birol a déclaré que l'« niveau d'électrification relativement faible de l'Europe compromet la compétitivité et la souveraineté économique du bloc ». L'électricité représente environ 23 % de la consommation énergétique finale de l'Union européenne, un niveau comparable à celui des États-Unis malgré la dépendance beaucoup plus forte de l'Europe aux combustibles fossiles importés. Birol a déclaré que l'Europe aurait dû réagir avec plus de fermeté après la crise gazière de 2022 et qu'elle devrait chercher à accélérer son taux d'électrification. Le Financial Times a rapporté que la Commission européenne devrait dévoiler dans les prochains jours un ensemble de mesures visant à accélérer l'électrification dans l'ensemble du bloc. Les propositions visent notamment à encourager les membres à réduire les taxes sur l'électricité et à inciter les ménages à adopter des pompes à chaleur, des véhicules électriques et d'autres technologies vertes. Birol a également averti que l'insuffisance de la capacité du réseau électrique ralentit l'électrification de l'Europe. Bien que la zone euro ait installé un nombre record de 85 gigawatts de capacité d'énergie renouvelable l'an dernier, environ 600 gigawatts de projets d'énergie renouvelable achevés attendent encore d'être raccordés au réseau électrique, selon le rapport.

R. I.

POUR RÉDUIRE L'ÉCART DE COÛTS

Le PDG de Volkswagen envisage la suppression de 50 000 emplois supplémentaires

L'e PDG de Volkswagen, Oliver Blume, a déclaré que le constructeur automobile pourrait devoir supprimer environ 50 000 emplois supplémentaires dans le monde dans un scénario théorique où les coûts de main-d'œuvre resteraient inchangés, alors que le plus grand constructeur automobile d'Europe cherche à réduire son écart de coûts avec ses concurrents, selon le journal allemand Handelsblatt lundi. « Un calcul théorique, en supposant que les coûts de main-d'œuvre restent inchangés, aboutirait à environ 50 000 suppressions de postes dans le monde », a déclaré M. Blume, cité par Handelsblatt. Il a souligné que ce chiffre reposait sur des comparaisons de coûts et non sur une décision définitive, ajoutant que l'entreprise examinait toutes ses marques, filiales et régions afin de déterminer les ajustements nécessaires et réalisables. Volkswagen a subi les conséquences d'une faible demande en Europe, de la hausse des coûts liés aux droits de douane et du coût élevé de la transition vers les véhicules électriques, autant de facteurs qui ont pesé sur ses résultats. Selon M. Blume, les frais administratifs et d'infrastructure de l'entreprise restent supérieurs d'environ 20 % à ceux de ses concurrents. Ces déclarations interviennent suite à la présentation, la semaine dernière, par Blume, de propositions de restructuration au conseil de surveillance de Volkswagen. Selon des sources proches du dossier, les représentants syndicaux ont bloqué ces plans, qui prévoyaient notamment de nouvelles suppressions d'emplois et la fermeture possible de quatre usines allemandes.

R. I.

HARALD BRUNING OBSERVATEUR ET EXPERT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

« Les intérêts communs entre Berlin et Pékin l'emportent sur les différences »

Le chancelier allemand Friedrich Merz a récemment effectué une visite officielle très fructueuse en Chine, sa première en tant que chef du gouvernement de la première économie européenne. Pour Harald Bruning, cette visite a permis aux deux pays « de repartir sur de nouvelles bases pour des relations pragmatiques et amicales ».



PH. DR

Troisième et deuxième puissances économiques mondiales, l'Allemagne et la Chine partagent davantage d'intérêts que de divergences, notamment dans le domaine économique. Les statistiques montrent que l'an dernier, la Chine est redevenue le premier partenaire commercial de l'Allemagne, détrônant, sans surprise, les États-Unis. Les échanges bilatéraux de marchandises ont totalisé près de 218 milliards de dollars américains, soit une hausse de 5,2 % sur un an, un taux de croissance supérieur de 1,4 point de pourcentage à celui du commerce extérieur chinois sur la même période. Si l'on considère la situation dans son ensemble, les deux économies sont complémentaires et structurellement profondément interdépendantes, ce qui fait de l'Allemagne et de la Chine des partenaires idéaux pour une situation gagnant-gagnant. Clemens Schuette, président du conseil d'administration de l'Association commerciale germano-chinoise, a souligné qu'il y a plus de 5 000 entreprises allemandes implantées en Chine et quelque 3 000 entreprises chinoises en Allemagne. Tandis que les entreprises allemandes produisent en Chine pour répondre à la demande locale, les biens intermédiaires chinois soutiennent l'industrie manufacturière allemande. » Nos liens économiques dépassent largement le simple commerce de marchandises, avec une expansion rapide des échanges de services. La

coopération transnationale en matière d'innovation, la transformation numérique et la « servicification » du secteur manufacturier, grâce à l'apport essentiel des technologies de l'information et de la communication, sont autant de domaines dans lesquels nos deux pays pourraient renforcer davantage leur partenariat économique. Au terme de sa visite intensive dans deux villes, Merz a qualifié la relation germano-chinoise de « réussite ».

« LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ALLEMANDS EN CHINE SE SONT ÉLEVÉS À ENVIRON 8 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS ATTEIGNANT UN SOMMET EN QUATRE ANS EN 2025 »

En Europe, certains réclament un « découplage » avec la Chine, invoquant l'important excédent commercial chinois avec l'Europe et sa surcapacité perçue. Or, la réalité est tout autre. Les données de l'Institut économique allemand montrent que les nouveaux investissements directs allemands en Chine se sont élevés à environ 7 milliards d'euros (environ 8 milliards de dollars américains), atteignant un sommet en quatre ans en 2025, bien au-dessus des quelque 4,5 milliards d'euros (environ 5,2 milliards de dollars) de 2023 et 2024. Les entreprises européennes ont voté pour la confiance dans le marché chinois : elles ne vont que là où se trouvent leurs profits. Si l'inquiétude de l'Allemagne

concernant son déficit commercial avec la Chine est compréhensible — les exportations allemandes vers la Chine ont chuté de 9,7 % —, elle ne justifie pas le « découplage » ou ce qu'on appelle la « réduction des risques ». Comme l'ont souligné certains chercheurs, l'excédent commercial de la Chine résulte en grande partie de l'évolution de la division industrielle mondiale du travail. En 2025, la Chine a enregistré un excédent commercial record d'environ 1 200 milliards de dollars, soit une hausse de près de 20 % par rapport à l'année précédente, malgré la menace américaine de nouvelles taxes douanières. Cette performance s'explique principalement par la vigueur des exportations vers l'UE, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique, ainsi que par le renforcement des mesures protectionnistes, notamment les restrictions à l'exportation imposées par certains pays au nom de « raisons de sécurité nationale », qui entravent les importations chinoises. Il faut reconnaître que les entreprises chinoises sont aujourd'hui extrêmement compétitives sur le marché mondial, notamment en matière de prix, de qualité des produits, de recherche et développement et de chaîne d'approvisionnement. La meilleure façon de rester compétitif n'est pas de se désengager, mais de s'engager.

« LE RESPECT MUTUEL PERMET DE PARVENIR À DES SOLUTIONS GAGNANT-GAGNANT »

La Chine et l'Allemagne, à

l'instar de l'Asie de l'Est et de l'Europe, présentent des contextes culturels, religieux, politiques et sociaux très différents. Pourtant, cela ne devrait jamais constituer un obstacle au développement de relations amicales, pragmatiques et mutuellement avantageuses. Nous avons tous à apprendre les uns des autres. L'essentiel est le respect mutuel. C'est ainsi que l'on peut parvenir à des solutions gagnant-gagnant. En tant qu'expatrié allemand en Chine, j'espère sincèrement que les liens commerciaux, économiques et culturels entre nos deux pays continueront de prospérer et ne seront pas affectés par des tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, ni par des efforts visant à imposer des valeurs européennes « normatives » aux pays du Sud. Comment les Européens réagiraient-ils à des tentatives d'imposer des valeurs asiatiques ? Ils ne l'apprécieraient certainement pas. On peut s'attendre à ce que des liens pragmatiques et amicaux entre la Chine, puissance économique de l'Asie, et l'Allemagne, moteur économique de l'Europe, profitent également aux relations entre Bruxelles et Pékin. Enfin, je ne peux m'empêcher de citer le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, qui a déclaré lors d'une vaste conférence de presse en marge de la quatrième session de la 14e Assemblée nationale populaire à Pékin, le 8 mars, que la Chine et l'Europe sont mutuellement complémentaires et que « l'interdépendance n'est pas un risque ; les intérêts imbriqués ne sont pas des menaces ; et l'ouverture et la coopération n'affaibliront pas la sécurité économique ; mais la construction de murs et de barrières ne mènera qu'à l'auto-isollement ». J'espère que ses propos éclairants ont été bien accueillis à Berlin, à Bruxelles et ailleurs notamment en Europe et en définitive, l'essentiel est de bâtir une relation Chine-UE qui favorise le bien-être de nos populations.

R. I.

LETTONIE

Des orages ont privé d'électricité des milliers de personnes

De violents orages ont balayé l'est et le sud-est de la Lettonie, endommageant le réseau électrique, faisant tomber des arbres et laissant des milliers de foyers sans électricité. Selon l'agence de presse LETA, les coupures de courant ont touché dimanche dernier, jusqu'à 9 300 clients vers 14 h dans les municipalités de Rezekne, Preiļi et Ludza. Dimanche soir, environ 2 400 clients du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité Sadales tikls étaient toujours privés de courant, tandis que les équipes de réparation poursuivaient leurs travaux de rétablissement. Sadales Tikls a indiqué que les pannes étaient dues à la chute d'arbres et de branches sur les lignes électriques aériennes, ainsi qu'à la foudre. L'entreprise a précisé avoir activé un mode de fonctionnement renforcé et que son réseau intelligent permettait, dans de nombreux cas, de rétablir l'alimentation électrique via des lignes alternatives avant même la réparation des infrastructures endommagées. Les tempêtes ont également provoqué d'importantes perturbations sur les routes. Le service d'incendie et de secours de l'État (VUGD) a reçu des dizaines d'appels signalant des arbres tombés bloquant la circulation. Des alertes météo concernant des orages, de fortes pluies et des rafales de vent soudaines et violentes restent en vigueur dans certaines parties du sud-est de la Lettonie jusqu'à dimanche soir. Sadales tikls a averti que la situation en matière d'alimentation électrique pourrait rester instable pendant le passage des intempéries dans la région, ajoutant que les dégâts plus importants et complexes pourraient prendre plus de temps à réparer.

R. I.

ROYAUME-UNI

Vers la désignation du Corps des gardiens d'Iran et deux autres groupes comme « des menaces étatiques »

Le gouvernement britannique a déclaré lundi qu'il allait désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien (CGRI) et deux autres organisations comme des menaces pour la sécurité nationale. Les deux autres sont le Mouvement islamique des compagnons de la droite (IMCR), que la Grande-Bretagne affirme être lié à l'Iran, et le Corps des volontaires, supervisé par la Direction principale du renseignement de l'état-major général des forces armées russes, communément appelé Corps des volontaires du GRU. Si elles sont approuvées par le Parlement, elles deviendront les premières organisations désignées en vertu de la loi de 2026 sur la sécurité nationale (menaces d'État), selon une déclaration écrite de la ministre de la Sécurité, Angela Eagle. Cette désignation érigerait en infraction pénale le fait de soutenir ou d'aider ces organisations dans des activités liées à la Grande-Bretagne, ou d'en retirer sciemment un avantage matériel. Certaines infractions pourraient être passibles d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité. Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a déjà été sanctionné intégralement par le Royaume-Uni. Ce nouveau régime de désignation est distinct du système d'interdiction des organisations terroristes prévu par la loi de 2000 sur le terrorisme.

R. I.

R. I.

1 000 JOURS D'EXPLOITATION SANS INCIDENT

Célébration de l'exploit de la ligne ferroviaire à grande vitesse Jakarta-Bandung

La ligne ferroviaire à grande vitesse Jakarta-Bandung, connue localement sous le nom de Whoosh, qui relie la capitale indonésienne Jakarta à la ville de Bandung dans la province de Java occidentale, a franchi dimanche le cap des 1 000 jours d'exploitation sans incident, selon son opérateur. Depuis sa mise en service commerciale, la ligne ferroviaire a enregistré plus de 16,58 millions de voyages de passagers, tandis que ses trains automoteurs électriques ont parcouru en toute sécurité plus de 8,02 millions de km, les opérations globales restant stables et ordonnées, a déclaré Kereta Cepat Indonesia (KCIC). Cette ligne ferroviaire, la première ligne à grande vitesse d'Indonésie et d'Asie du Sud-Est, a officiellement débuté ses opérations commerciales le 17 octobre 2023. Dimanche, 52 730 trains de voyageurs avaient circulé. Le nombre de liaisons quotidiennes est passé de 14 lors

du lancement du service à 62 actuellement, tandis que la ponctualité se maintient au-dessus de 95 %. La compagnie ferroviaire assure en moyenne environ 16 000 voyages par jour, avec un record de fréquentation de 26 700 passagers en une seule journée, a indiqué KCIC.

Selon l'opérateur, les équipes d'exploitation chinoises et indonésiennes se sont inspirées de l'expérience chinoise en matière de gestion des lignes ferroviaires à grande vitesse pour établir des règles et des procédures adaptées aux conditions locales, couvrant l'exploitation des trains, la maintenance des équipements, les services aux passagers et la gestion de la sécurité. Parallèlement, le personnel local des lignes ferroviaires à grande vitesse a bénéficié d'une formation comprenant des cours théoriques, des exercices de simulation et une formation pratique. Un nombre croissant d'employés indonésiens tra-

vaillent désormais comme conducteurs de train et dans les services aux voyageurs, la maintenance et la gestion de la sécurité. Avec la croissance continue du trafic des passagers, le rôle du chemin de fer dans la promotion du développement le long de la ligne est devenu de plus en plus évident.

L'opérateur a continué d'améliorer son système de billetterie, ses services à bord et en gare, ainsi que ses correspondances, tout en introduisant des services tels que des programmes pour voyageurs fréquents, des billets de groupe et des billets famille.

Depuis son ouverture, plus de 866 500 passagers internationaux ont emprunté cette ligne ferroviaire, contribuant ainsi à dynamiser le tourisme, la restauration, le commerce de détail et l'hôtellerie le long du parcours.

FACE À LA GRAVE SÉCHERESSE EN SOMALIE

L'ONU appelle à une aide «immédiate et urgente»

L'agence humanitaire des Nations unies (ONU) a lancé un appel à l'aide urgente pour des centaines de milliers de Somaliens, en particulier dans les régions du nord, qui font face à des difficultés croissantes dans un contexte de sécheresse extrême.

Dans son dernier rapport humanitaire publié dimanche, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a déclaré que les crises cumulatives, notamment la sécheresse sévère, les inondations, la diminution de l'aide et les conflits prolongés, ont systématiquement sapé la résilience de millions de ménages somaliens. L'OCHA estime que les conditions de sécheresse sévères ont touché environ 250 000 personnes, les communautés côtières et isolées étant les plus durement touchées. « Les autorités lancent un appel à l'aide urgente, avertissant que des centaines de milliers de personnes sont confrontées à des difficultés croissantes, dont plus de 570 000 personnes qui ont besoin d'une aide en eau et 1,5 million qui ont besoin d'une aide alimentaire », a déclaré l'OCHA.



Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué que le Fonds humanitaire pour la Somalie avait renforcé son soutien au district de Buurhakaba, dans la région de Bay, menacé par la famine, en fournissant 4,7 millions de dollars américains, dont une récente allocation de réserve de deux millions de dollars. L'agence des Nations Unies a déclaré que la malnutrition est en

hausse, avec plus de 400 730 enfants souffrant de malnutrition aiguë, dont 97 150 cas graves et 303 580 cas modérés. « Les services de santé reproductive et les soins obstétriques d'urgence restent très limités, en particulier pour les communautés nomades. La sécheresse a également perturbé l'éducation, avec plus de 820 écoles fermées », a ajouté l'OCHA.

R. I.

R. I.

AFRIQUE DU SUD

Vérification et traitement de plus de 53 000 dossiers d'étrangers

L'Afrique du Sud a traité plus de 53 000 demandes ressortissants étrangers en vue de leur expulsion ou de leur rapatriement facilité par le gouvernement, alors qu'elle intensifie ses efforts pour gérer la migration irrégulière, a déclaré dimanche un haut responsable. Lors d'un point de presse du Comité interministériel sur les migrations à Pretoria, la ministre de la Justice et du Développement constitutionnel, Mmamoloko Kubayi, a déclaré que « samedi, 53 449 ressortissants étrangers avaient été traités en vue de leur expulsion ou de leur rapatriement. Les Malawites représentaient plus de 80 % du total, suivis des Zimbabweans et des Mozambicains », a indiqué Kubayi, président du comité. Les rapatriements vers des pays hors de la Communauté de développement de

l'Afrique australe se sont élevés à 2 615, dont 1 159 Nigériens, 939 Ougandais, 431 Kenyans et 86 ressortissants de la République du Congo, a-t-elle déclaré. Kubayi a déclaré que le gouvernement sud-africain, par l'intermédiaire de divers ministères, municipalités et entités publiques, avait financé la majeure partie des opérations de rapatriement et d'expulsion, y compris les coûts de transport, de sécurité et d'hébergement. Elle a déclaré que les mesures temporaires mises en place pour accélérer les rapatriements étaient coûteuses et n'avaient jamais été conçues pour être permanentes. Plus de 20 000 ressortissants malawites, zimbabweans et mozambicains ont été rapatriés par l'intermédiaire du Centre temporaire de traitement des rapatriements de Musina, dans la province du Limpopo, selon le comité. Le

centre a été créé pour accélérer la vérification et le traitement des ressortissants étrangers sans papiers, faciliter leur passage au poste frontière de Beitbridge et réduire la pression sur le centre de rapatriement de Lindela dans la province de Gauteng. Kubayi a déclaré que le nombre de personnes rapatriées avait diminué, passant de 4 805 le 5 juillet à 1 139 samedi, ce qui a suscité des discussions sur la réduction progressive des ressources temporaires. Elle a souligné que cette réduction ne perturberait pas les opérations d'expulsion et de rapatriement en cours, le gouvernement restant légalement tenu d'expulser les ressortissants étrangers reconnus coupables d'avoir enfreint la loi sur l'immigration. Kubayi a également mis en garde le public contre le fait de procéder à des perquisitions porte-

à-porte, de vérifier les documents d'immigration ou de tenter d'expulser les ressortissants étrangers des communautés. « La gestion de l'immigration, des frontières, des expulsions et des rapatriements facilités relève de la responsabilité exclusive de l'État », a-t-elle déclaré. Au jeudi dernier la police avait enregistré 205 affaires et arrêté 350 personnes pour des incidents liés à des comportements illégaux, à l'intimidation, à l'incitation à la violence et à des infractions connexes. Parmi ces affaires, 69 faisaient encore l'objet d'une enquête et 112 étaient devant les tribunaux, selon Kubayi. Elle a déclaré que le gouvernement continuerait de lutter contre la criminalité, la violence publique et les tentatives d'individus ou de groupes de faire appliquer eux-mêmes les lois sur l'immigration.

R. I.

SUR LES INITIATIVES DE PAIX MENÉES PAR L'AFRIQUE

Le Burundi et la Russie conviennent de soutenir la démarche africaine

Le président burundais Evariste Ndayishimiye et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se sont accordés sur la nécessité de soutenir les initiatives de paix africaines fondées sur le principe des solutions africaines aux problèmes africains, ont déclaré les autorités burundaises. L'accord a été conclu lors de pourparlers qui se sont tenus vendredi entre les deux parties à Bujumbura, la capitale économique du Burundi, selon Nancy Ninette Mutoni, porte-parole du président burundais. Mutoni a déclaré que Ndayishimiye et Lavrov avaient discuté des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans divers secteurs, notamment l'énergie, la

santé, l'agriculture, les transports, la sécurité, le développement des infrastructures, la technologie, l'éducation et l'investissement.

« Ils ont également abordé les problèmes urgents auxquels est confronté le continent africain, notamment la situation sécuritaire dans la sous-région, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo, et les attaques terroristes au Sahel.

La réponse africaine urgente à l'épidémie d'Ebola a également été évoquée », a-t-elle déclaré, ajoutant que la Russie s'était engagée à soutenir les tests de dépistage du virus Ebola. Au cours de cette rencontre, Lavrov a remis à Ndayishimiye une

invitation du président russe Vladimir Poutine l'invitant à participer au troisième sommet Russie-Afrique, prévu en octobre 2026. Lavrov est arrivé au Burundi vendredi après-midi pour une visite de travail et a été accueilli par son homologue burundais, Edouard Bizimana, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et de la Coopération au développement. Avant de rencontrer Ndayishimiye, qui occupe actuellement le poste de président de l'UA, la délégation russe a tenu des entretiens bilatéraux avec une délégation burundaise dirigée par Bizimana. Lavrov a quitté le Burundi vendredi soir après avoir conclu sa visite.

R. I.

LE NOMBRE DE CAS ATTEINT LES 1 900 CONTAMINÉS

La République démocratique du Congo signale des cas d'Ebola dans 5 provinces

La République démocratique du Congo (RDC) a signalé des cas d'Ebola dans cinq provinces, portant le nombre total de cas confirmés à l'échelle nationale à 1 873, dont 672 décès, selon un rapport publié dimanche par les autorités sanitaires du pays. Le rapport, qui couvre les données jusqu'à vendredi, mentionne l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Haut-Uele et le Tshopo parmi les provinces touchées. Le Haut-Uele et le Tshopo figurent pour la première fois dans le rapport national de situation. Les enquêtes indiquent que les cas détectés dans ces deux provinces sont épidémiologiquement liés à l'épicentre de l'épidémie dans la province d'Ituri, par le biais de contacts et de mouvements de population. Le rapport indique que 763 patients étaient isolés ou hospitalisés, tandis que le taux d'occupation des lits dans les établissements de soins s'élevait à 95,1 %. Au total, 306 personnes sont guéries, et 299 cas suspects, dont 91 décès, ont été recensés. L'épidémie, causée par le virus Ebola Bundibugyo, a été déclarée le 15 mai.

À LA FRONTIÈRE AVEC LA SOMALIE Les forces de sécurité kényanes éliminent 11 terroristes d'Al-Shabaab

Les forces kényanes ont intensifié leurs opérations antiterroristes le long de la frontière somalienne, tuant 11 terroristes d'Al-Shabaab dans le comté de Mandera, dans la région du nord-est. La police antiterroriste a déclaré lundi que son groupe d'opérations spéciales d'élite avait mené une opération guidée par le renseignement contre un campement de fortune d'Al-Shabaab près de la frontière kényane. « L'assaut mené tôt ce matin a permis de neutraliser 11 terroristes et d'en blesser grièvement sept autres.

R. I.

Les frappes aériennes de l'armée somalienne éliminent 26 terroristes d'Al-Shabaab au sud du pays

L'armée nationale somalienne, soutenue par ses partenaires internationaux, a éliminé 26 terroristes d'Al-Shabaab lors d'une série de frappes aériennes ciblant trois emplacements dans la région du Moyen-Shabelle, dans le sud de la Somalie. Dans un communiqué publié dimanche, le ministère de la Défense a indiqué que l'opération avait également permis de détruire un véhicule blindé et un camion-citerne utilisés par les terroristes pour lancer des attaques dans les localités de Cadow Jilib, Geyfo et Qordheere. « Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts continus des Forces armées nationales somaliennes pour traquer les dirigeants et les terroristes d'Al-Shabaab et réduire la capacité du groupe à organiser et à mener des attaques terroristes », a ajouté le ministère.

R. I.

FESTIVAL CULTUREL NATIONAL DE LA MUSIQUE HAWZI

Lancement de la 15^e édition à Tlemcen

La 15^e édition du Festival culturel national de la musique Hawzi a été inaugurée, lundi soir au Grand Bassin (Sahridj Lembada), au centre-ville de Tlemcen, avec la participation de plus de 300 musiciens et musiciennes représentant 14 écoles nationales spécialisées dans ce genre musical, issues notamment de Tlemcen, Mostaganem, Oran, Sidi Bel-Abbès et d'autres wilayas.



Phs: DR

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée sous le thème "Le Hawzi, des cordes derrière les remparts", s'est déroulée en présence des autorités locales. Elle a été marquée par des prestations et des interprétations de la musique hawzi proposées par l'association culturelle "Riyad El Andalous" de Tlemcen, ainsi que par des récitals interprétés par les artistes Adlane Ferghani, Meriem Benallal et Sabrina Bouadjadj. Un salon consacré aux produits de l'artisanat traditionnel a également été organisé. Dans son allocution, lue en son nom par la représentante du ministère, Wassila Bouhlassa, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné que "la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine musical algé-

rien dans toute la diversité de ses écoles et de ses styles, demeure un choix stratégique, car il constitue un héritage civilisationnel reflétant la diversité et l'unité de l'Algérie, tout en illustrant sa richesse culturelle dont nous sommes fiers à l'échelle nationale et que nous nous efforçons de faire connaître aux niveaux régional et international". Elle a ajouté que "son département veille à faire de ces festivals nationaux de véritables espaces de création, de formation et d'échange d'expériences, ainsi qu'une occasion de découvrir de jeunes talents, d'encourager la recherche universitaire et de documenter le patrimoine afin que ce précieux héritage culturel demeure vivant dans la mémoire des générations futures". Mme Bendouda a également indiqué que "Tlemcen est le symbole d'une mémoire culturelle séculaire et l'une des plus

importantes cités ayant contribué à façonner la sensibilité artistique algérienne. Le choix du thème de cette édition constitue une lecture de la mémoire d'une ville historique qui a su faire de ses remparts des espaces de création". De son côté, le commissaire du festival, Amine Boudefla, a rappelé que cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 17 juillet, revêt une importance particulière, soulignant que "ce patrimoine musical occupe une place de choix dans la culture nationale en tant qu'héritage vivant reflétant l'identité culturelle, fruit d'un savoir-faire transmis de génération en génération et d'un art préservé par des écoles musicales ancestrales qui en ont sauvegardé les règles et les fondements". Le festival comprend également deux expositions artistiques : l'une consacrée à la Noubata andalouse et à l'histoire de la musique andalouse

à travers les trois grandes écoles de Tlemcen, Alger et Constantine, organisée au Palais de la culture "Abdelkrim Dali", et l'autre dédiée au costume traditionnel algérien au Centre d'interprétation du costume traditionnel algérien de Tlemcen. Des ateliers de formation destinés aux jeunes sur les nouvelles techniques de pratique des différents instruments de musique sont également prévus, ainsi que des conférences, des rencontres scientifiques et des journées portes ouvertes au profit des associations de musique andalouse, a précisé le commissaire. Le programme de cette édition prévoit également plusieurs soirées musicales consacrées au Hawzi, animées par des artistes et des associations spécialisées dans ce répertoire, notamment Brahim Hadj Kacem, qui assurera le concert de clôture.

FESTIVAL ALGÉRO-AFRICAIN DU THÉÂTRE UNIVERSITAIRE :

« Prolongement naturel d'un riche héritage de lutte et de culture »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a affirmé, lundi à Alger, que l'organisation de la première édition du Festival algéro-africain du théâtre universitaire, (13-20 juillet), constituait "le prolongement naturel d'un riche héritage lutte et de culture porté au fil de l'histoire, par des créateurs et des militants". Dans son allocution prononcée à l'ouverture de la première édition de ce festival, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, du Directeur général Afrique au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Boualem Chebihi, ainsi que de d'ambassadeurs et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, M. Baddari a souligné que ce festival "n'est pas un simple événement artistique, mais le prolongement naturel d'un riche héritage de lutte et de culture, porté au fil de l'histoire par des créateurs et des militants ayant fait de l'art et du théâtre un moyen d'exprimer les causes de libération et de l'identité". Le ministre a mis en avant, à cet égard, la profondeur historique de la relation entre l'Algérie et le reste du continent africain, citant les propos du militant africain Amilcar Cabral, qui qualifiait l'Algérie de "Mecque des révolutionnaires", en référence au rôle historique joué par l'Algérie dans le soutien aux mouvements de libération africains durant l'ère coloniale. Après avoir souhaité la bienvenue à la jeunesse africaine présente à la cérémonie d'ouverture, la qualifiant de "cœur battant

de l'Afrique", M. Baddari a estimé que les étudiants en théâtre universitaire africain participant à ce festival constituent "le prolongement légitime de la génération de créateurs ayant contribué à façonner l'Afrique moderne". Evoquant la vision prospective de l'Algérie à l'égard de son partenariat avec l'Afrique, le ministre a fait observer que "l'orientation axée sur une université productrice de savoir, soutenant la recherche scientifique et contribuant à la création de richesse, vise à faire face au sous-développement et à la régression, tout en œuvrant à la prospérité des peuples africains". M. Baddari a souligné que l'organisation de ce festival est la "concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille à faire de l'Algérie une tribune et un pôle pour le progrès et la prospérité du continent africain, en droite ligne avec la vision algérienne fondée sur l'unité de l'Afrique et de ses peuples". De son côté, le commissaire du festival, M. Azzedine Rebiga, a affirmé que cette première édition, placée sous le slogan "L'Afrique se rencontre sur la scène du théâtre universitaire", est marquée par la présentation de pièces théâtrales en compétition officielle, issues de 16 pays africains, en plus de spectacles hors compétition dans la Wilaya de Boumerdès. Elle verra également la participation de plusieurs pays, dont l'Egypte, la Tunisie, la Mauritanie, la Libye, le Soudan et le Mozambique, a-t-il poursuivi, ajoutant que cette rencontre offre une "opportunité exceptionnelle d'échange d'expertises et de brassage des diverses cultures africaines". A l'issue de la cérémonie, les

membres du comité de sélection des œuvres théâtrales et les membres du jury, composé de dramaturges et d'universitaires d'Algérie et des pays participants, ont été honorés, avant la présentation d'une pièce intitulée "Couleurs d'Afrique" dans le cadre de la compétition officielle, réalisée par les étudiants de l'université de Sidi Bel Abbès, sous la forme d'une fresque visuelle et chorégraphique, mettant en lumière les couleurs culturelles, esthétiques et patrimoniales du continent africain.

PUB

Programme cinéma du Mercredi 15 juillet

- Salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre)
13h00 On l'appelait Robin des bois VOSTFR
15h30 Evil Dead Burn VOSTFR
18h00 Supergirl VOSTFR
20h30 Poupiya

- Salle Ibn Zeydoun (Riadh El Feth - Alger)
13h00 Supergirl
15h00 On l'appelait Robin des bois
18h00 Vaiana la légende du bout du monde
20h30 Evil Dead Burn

- Salle de cinéma Cosmos - Alpha (Riadh El Feth - Alger)
11h00 Vaiana la légende du bout du monde VO
13h00 Poupiya
15h00 Michael VOSTARB
17h00 Supergirl
19h00 Toy Story 5
21h15 On l'appelait Robin des bois

- Salle de cinéma Cosmos - Beta (Riadh El Feth - Alger)
11h00 Evil Dead Burn VO
13h00 Backrooms VO
15h00 Des Minions et des Monstres
17h00 Toy Story 5
19h00 Vaiana la légende du bout du monde
21h00 Poupiya

- Centre commercial et de loisirs Es-Senia (Oran)
• Salle Mira
13h30 On l'appelait Robin des bois
16h00 Poupiya



20h00 Evil Dead Burn VO
22h20 Des Minions et des Monstres

• Salle Mega
13h00 Vaiana la légende du bout du monde
15h30 Evil Dead Burn
17h45 Vaiana la légende du bout du monde
20h00 Vaiana la légende du bout du monde
22h20 Evil Dead Burn

• Salle VIP
13h00 Toy Story 5 3D
15h00 Vaiana la légende du bout du monde
17h15 Evil Dead Burn
19h30 Michael
22h00 Backrooms

**Recette
du jour****Mderbel
badenjane****Ingrédients :** pour 6 à 8 personnes:

- Viande de veau
- 1 oignon râpé
- 3 ou 4 aubergines
- pois chiche trempés la veille
- pomme de terre
- smen et huile
- cannelle en bâton
- curcuma
- smen et huile
- sel et poivre noir

Instructions :

Première Étape
Epluchez les aubergines et les couper en lamelles

(gardez les têtes de côté)
Saupoudrez-les de sel afin qu'elles se dégorgent.
Mettez-les sur un absorbant pour enlever l'excédent d'eau.

Faites dorer au four.
Dans une cocotte, mettez du smen, ajoutez l'oignon haché et faites revenir.
Ajoutez la viande, faites revenir encore.
Ajoutez la cannelle, sel, poivre noir, le curcuma et les pois chiches, les têtes d'aubergines et couvrir d'eau.

Laissez cuire jusqu'à cuisson de la viande environ 25mn.

ajoutez les pommes de terre et les pois chiche et laissez cuire encore 10mn.
Retirez la viande, émiettez la et enlever la graisse et le gras.

Dans des coupes qui ont la forme de dôme, déposer les lamelles d'aubergine ensuite la viande effilochée et arrosez avec un peu de sauce
Dressez les dômes d'aubergines sur assiette de service.

arrosez de sauce, pommes de terre et pois chiches.
Saupoudrer de persil et décorez avec le citron si désiré.

COCKTAIL JUS DE FRUITS**INGRÉDIENTS :**

- Un kiwi
- 4 fraises
- 2 pommes
- Un citron

INSTRUCTIONS :

Bien laver les fruits
Epluchez les pommes, le kiwi et le citron
Passez les fruits à l'extracteur de jus
Servir frais

**Gâteau du Jour****BOULES DE BERLIN****INGRÉDIENTS**

- 500 gr de farine t45 ou gruau
- 2 œufs + 2 jaunes
- 50 gr de sucre
- 1 sachet de levure de boulanger sèche
- 100 ml de lait tiède
- 60 gr de beurre mou
- 8 gr de sel
- Confiture (framboise, fraise ou abricot)
- Sucre glace ou sucre semoule pour l'enrobage

Préparation des beignets de Berlin

Dans un grand saladier ou dans le bol de votre robot pâtissier, versez la farine, le sucre, la levure, le sel, les œufs et le lait tiède.

Pétrissez à vitesse moyenne pendant 5 à 7 min, jusqu'à ce que la pâte commence à se lisser. Ajoutez le beurre mou en petits morceaux, petit à petit, tout en continuant de pétrir.

Continuez le pétrissage pendant encore 5 à 10 minutes, jusqu'à ce que le beurre soit totalement intégré et que la pâte devienne souple, élastique et homogène.

Couvrez la pâte d'un torchon propre ou d'un film légèrement huilé.

Laissez-la lever pendant 1h30 dans un endroit chaud, à l'abri des courants d'air, jusqu'à ce qu'elle double de volume.

Dégazez la pâte en la pressant



doucement avec la paume de la main. Divisez-la en portions de 60 à 70 gr et façonnez-les en boules bien régulières.

Déposez-les sur une plaque farinée ou recouverte de papier cuisson.

Couvrez les boules et laissez-les reposer à température ambiante pendant 30 à 45 minutes, le temps qu'elles gonflent légèrement.

Faites chauffer un bain d'huile à 170 °C.

Faites frire les beignets 2 à 3 minutes de chaque côté, jusqu'à ce qu'ils soient bien dorés.

Égouttez-les soigneusement sur du papier absorbant.

A l'aide d'une poche à douille munie d'un embout long, injectez une belle cuillère de confiture à cœur de chaque beignet, en perçant légèrement sur le côté.

Roulez les boules encore tièdes dans du sucre semoule pour une finition croustillante, ou laissez-les refroidir avant de saupoudrer de sucre glace pour un aspect plus délicat.

**Conseil du jour****Taches ongles ...**

Les taches blanches sur l'ongle sont une anomalie courante appelée leuconychie. La plus part du temps elle est causée par une carence en zinc ou en vitamine B6, la sont l'indépendance de la barrière onychiale de la kératine, pour toutes les raisons, une leuconychie peut apparaître.

Le saviez-vous ?

S'exposer 20 minutes au soleil par jour suffisent pour que votre corps libère plus de 200 micro-organismes qui combattent les champignons, les parasites et les virus.

Bon à savoir !

La fraise embellit notre peau, plus saine et plus jeune et ce grâce à la vitamine C qu'elle contient. Vitamine essentielle à la synthèse du collagène. Est une alliée minceur : faibles en calories et riches en nutriment. Elles contiennent également des anthocyanes qui stimulent la combustion des graisses stockées.

**Astuce du jour:****Comment enlever du chewing-gum sur un vêtement?****Vinaigre blanc.**

Étapes : Imbibez généreusement le chewing-gum de vinaigre blanc.

Laissez reposer 5 minutes.

On frotte doucement avec la brosse à dents jusqu'à ce que la gomme commence à se

détacher.

Rincez soigneusement à l'eau froide. Petit plus : tamponnez avec un chiffon propre pour absorber les derniers résidus.

On recommence si besoin, puis on lave normalement en machine.

**CITATION
DU JOUR**

« Si tu as de nombreuses richesses, donne de ton bien ; si tu possèdes peu, donne de ton cœur. »

Le Courrier
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : l'Entreprise Nationale de communication,

d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

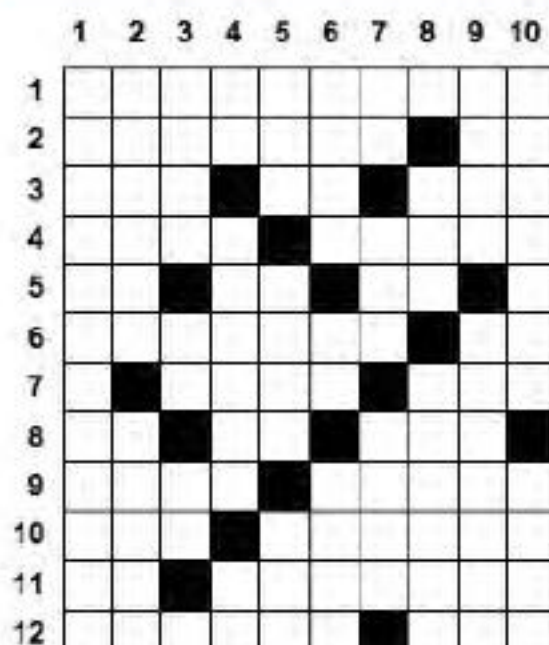
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés



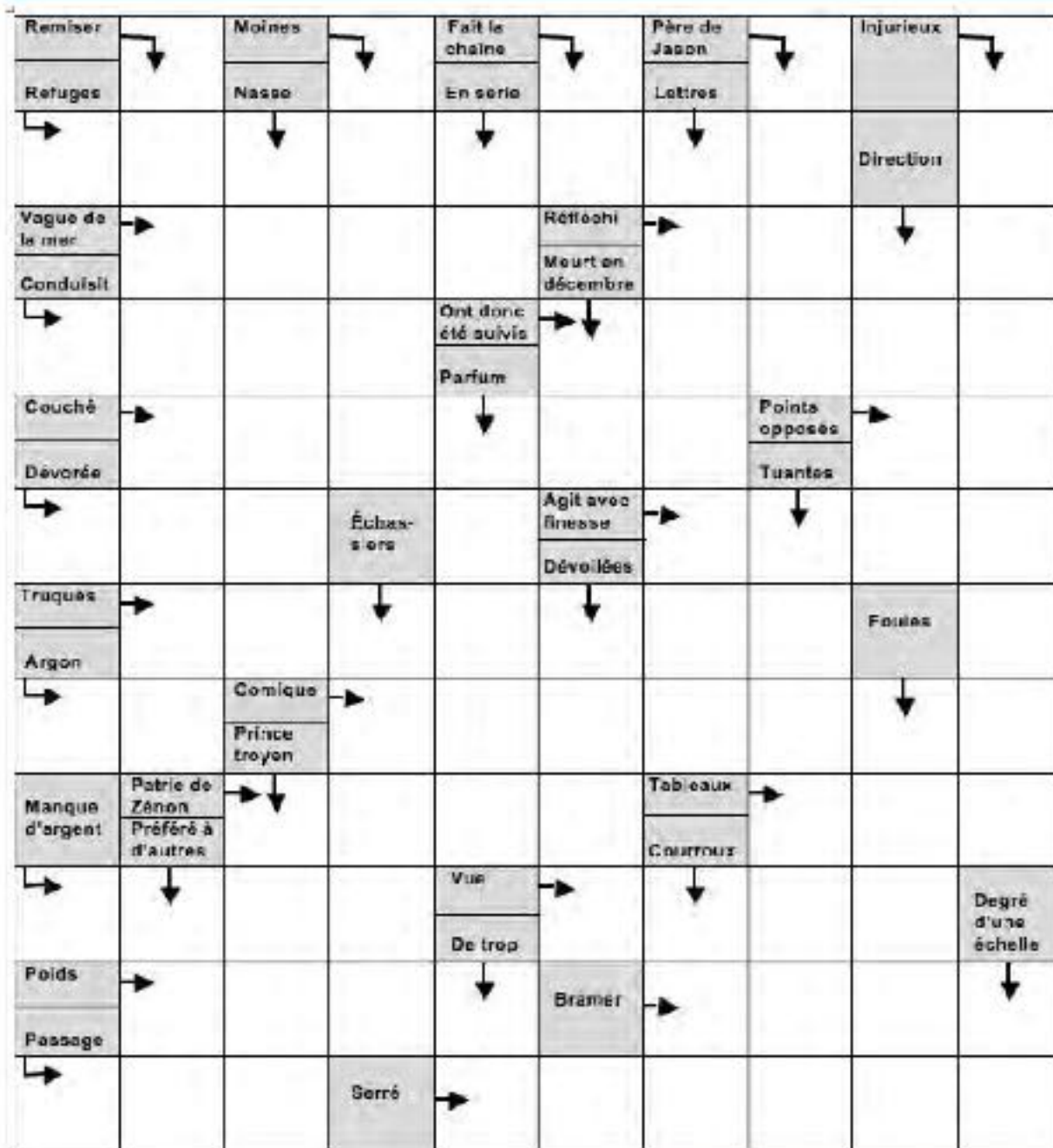
HORIZONTALEMENT

1 - Démarcation - 2 - Adeptes - Bronzait les pharaons - 3 - Berceau - Consonne double - Lettres de bravoure - 4 - Mer grecque - Stationnaire - 5 - Roulement de tambour - Signe musical - Fait la chaîne - 6 - Ville d'Algérie - Astate - 7 - Joue avec le feu - Bouche à nourrir - 8 - En amont - Pronom - École supérieure - 9 - Coulant - Cruels - 10 - Volonté - Strasse - 11 - Double voyelle - Géotrupe - 12 - Diffusant - Direction.

VERTICALEMENT

1 - Débauches - 2 - Roboteux - Tendue - 3 - Cible - Agent de liaison - Réfléchi - 4 - Moitié de huit - Solitaire - Bonne action pour les scouts - 5 - Partie de pétanque - On ne l'a pas encore mis dans le bain - Efficace - 6 - Ouvert à la circulation - Dans la mêlée - Sur le calendrier - 7 - Bon pour la ligne - Couleur - Vivement frappés - 8 - Poisson marin - Stupidité - 9 - Un examen où l'on vous donne la parole - Câbles - 10 - Service de transport - Aide.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Écrivain médiocre (8 lettres)

V	T	T	F	I	S	S	A	P	S	I	R	P	R	U	S	R	I
T	I	E	U	E	R	E	P	M	A	E	L	P	M	A	E	M	B
R	A	T	R	A	V	A	I	N	L	A	V	I	R	I	P	R	E
S	A	C	A	C	S	T	A	G	E	N	E	R	T	A	E	V	T
R	I	S	I	L	N	R	N	A	R	C	E	U	V	L	I	T	R
T	E	A	A	L	I	O	U	P	P	A	O	I	A	R	T	I	E
T	Y	I	L	N	E	T	C	S	R	R	D	N	G	L	R	O	C
N	R	R	R	E	T	D	E	A	R	E	E	D	E	U	U	R	N
I	E	E	A	A	R	M	R	R	S	E	N	S	I	T	C	T	O
R	I	G	V	N	M	E	E	T	E	I	I	T	A	T	A	E	C
E	V	R	I	E	N	S	I	T	S	M	S	T	I	G	I	L	S
V	R	U	A	A	I	A	I	E	E	A	P	R	R	E	E	F	I
E	E	E	C	R	R	M	O	N	T	V	U	A	U	O	R	R	O
N	P	E	P	T	P	T	R	O	F	A	E	M	R	S	P	E	N
I	E	E	E	R	U	E	D	E	I	T	L	N	O	T	E	I	R
P	R	R	P	U	O	C	N	S	A	I	N	A	T	N	L	T	U
A	E	T	I	D	I	V	A	T	A	N	E	R	G	F	A	N	O
R	N	O	L	E	R	F	T	A	T	S	N	O	C	E	N	E	S

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ADDITIF - AMPERE - AMPLÉ - ARENACE - ARPENT - AVIDITE - BRELAN - CONCERT - CONCRET - CONSTAT - COUP - DELICAT - ECRAN - ELAN - ENTIER - EPERVIER - ETAL - ETALAGE - ETROIT - EVENT - FORT - FRELON - GRENAT - GRIVE - GRUE - IMPAVIDE - MARIER - MONT - PASSIF - PORTIER - PRESAGE - RAPINE - RASANT - RELAIS - REMPART - RENEGAT - RENTIER - REPRISE - RETRAIT - RIVAL - ROUTIER - SAIN - SAUMON - SOURNOIS - SURPRISE - SURSAUT - SURSIS - TIEDEUR - TREVE - TRUC - TYRAN - VAIN - VERIN - VITALITE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Hotte - Élus - 2. Air - Assise - 3. Réer - Usé - 4. Pic - Énée - 5. Nai - A.M - Sur - 6. Endives - EE - 7. Usage - Ues - 8. Turnes - 9. Épia - Ur - Râ - 10. Ronde - Car - 11. Minée - Nèpe - 12. Tés - Serpes.

VERTICALEMENT :

1. Hargneuse - Mt - 2. Oie - Ans - Prie - 3. Trépitations - 4. Ri - Iguane - 5. EA - Caver - Dés - 6. Su - Me - Nue - 7. Esse - Suer - Nr - 8. Liens - Es - Cep - 9. Us - Ues - Râpé - 10. Sévère - Tares.

MOTS FLÉCHES

HORIZONTALEMENT :

Impérities - Pâtées - Rs - Ornés - Aigu - Et - Surs - Acérés - Ère - Alènes - Né - Éta - Tend - Inn - Soult - Notée - Brio - Nervi - Éon - Os - Fervent.

VERTICALEMENT :

Imprécations - Pantelante - Tête - Ré - Nerf - Ressent - Ève - Lie - Usées - Ir - Tsar - Snob - Pi - Ise - Durée - Erg - Rn - Lion - Assurées - Ont.

MOTS MASQUÉS DÉPRÉDATION

Canicule aux États-Unis : des records battus dans le nord et l'ouest du pays

Une canicule frappe les Rocheuses américaines et les plaines du nord des États-Unis, où elle a battu dimanche des records de chaleur historiques dans plusieurs localités. À Salt Lake City, capitale de l'Utah ou encore à Billings, plus grande ville du Montana, le mercure a atteint les 109 Fahrenheit (43° C), selon les données préliminaires des services météorologiques américains. Soit des records pour ces deux municipalités depuis le début des relevés il y a plus de 150 ans. Jusqu'alors, le baromètre n'y était monté qu'à respectivement 107 F et 108 F (42° C). Cette "vague de chaleur dangereuse" va se poursuivre et "atteindra son apogée d'ici mardi", ont averti les services météorologiques américains (NWS). Bien qu'une majorité de bâtiments aux États-Unis soient équipés de systèmes de climatisation et de refroidissement, les canicules font davantage de morts dans le pays que les ouragans et les inondations. Ces fortes chaleurs menacent la santé des personnes les plus fragiles et pourraient aussi entraver la lutte contre les vastes incendies qui ravagent actuellement le Colorado et l'Utah. Cette vague de chaleur succède à une précédente canicule qui a fait suffoquer l'Est des États-Unis début juillet, poussant le mercure vers les 40° C dans certaines villes comme New York et Philadelphie. Partout dans le monde, les vagues de chaleur deviennent plus intenses et plus fréquentes en raison du changement climatique, principalement causé par la combustion du charbon, du pétrole et du gaz.

L'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès obtient la certification internationale de qualité "ISO 9001"

L'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès a obtenu officiellement la certification internationale de conformité au système de management de la qualité ISO 9001: 2015, à l'issue d'un processus d'audit externe réussi, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution universitaire. Cette distinction internationale consacre les efforts constants de l'établissement visant à améliorer ses performances administratives et pédagogiques, tout en consolidant sa trajectoire vers l'excellence institutionnelle. Selon la cellule d'information et de communication de l'université, l'annonce de cette consécration a été faite lors de la réunion de clôture des travaux d'audit, qui s'est tenue dimanche au siège du rectorat, sous la présidence du recteur de l'université,



le Pr Bouziani Merahi, en présence des cadres de l'établissement et des membres de la cellule de qualité, maîtres d'œuvre de ce projet stratégique. A cette occasion, l'équipe d'auditeurs externes a salué le niveau atteint par l'université dans la mise en œuvre des standards de

qualité, louant la transparence et l'esprit de coopération affichés par les différentes structures administratives et les pilotes de processus. Les experts ont également mis en avant plusieurs points forts reflétant l'engagement de l'institution dans une démarche d'amélioration

continue et de modernisation de ses modes de gouvernance. Cette réalisation vient matérialiser la vision stratégique adoptée par le rectorat de l'université "Djillali Liabès", axée sur l'ancrage de la culture de la qualité comme choix institutionnel irréversible, parallèlement à l'accélération de la transition numérique et au développement des services électroniques, afin de garantir des prestations administratives et académiques à la hauteur des aspirations des étudiants, chercheurs et fonctionnaires. Le recteur de l'université, le Pr Bouziani Merahi, a souligné que ce couronnement "constitue une nouvelle étape dans le processus d'enracinement de l'excellence institutionnelle et la poursuite des efforts visant à hisser la performance universitaire au service des objectifs du développement durable".

Plus de 30 000 comprimés psychotropes saisis à M'Sila et Oran

Les services des Douanes algériennes ont annoncé la mise en échec, lors de deux opérations distinctes menées en coordination avec l'Armée nationale populaire, de deux tentatives de trafic de 30 280 comprimés psychotropes, a indiqué un communiqué de la Direction générale des Douanes. Selon la même source, « la première opération a été menée par la brigade polyvalente de M'Sila. Cette intervention a permis la saisie de 22 380 comprimés psychotropes de type Pregabalin 300 mg, soigneusement dissimulés dans des cavités et différentes parties d'un véhicule utilitaire ». Les agents ont également procédé à la saisie du moyen de transport utilisé, à l'interpellation des personnes impliquées et à leur présentation devant les autorités judiciaires compétentes. Dans une seconde opération, la brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'Oran, a saisi 7 900 comprimés d'ecstasy. Les services concernés ont également immobilisé un véhicule de tourisme et interpellé trois individus, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene afin de poursuivre les procédures judiciaires, a conclu le communiqué.

L'ONU fournira 100 millions de dollars pour des mesures préventives contre El Nino

L'agence des Nations unies aux affaires humanitaires (OCHA) a annoncé lundi qu'elle se préparait à débours jusqu'à 100 millions de dollars provenant d'un fonds dédié exclusivement aux situations d'urgence afin de renforcer les actions préventives face au puissant phénomène El Nino qui approche. "Pour appuyer cette réponse, nous planifions, tirons les leçons du

passé, innovons et coordonnons la communauté humanitaire. Nos préparatifs reposent sur des prévisions plus élaborées", a annoncé Tom Fletcher, Secrétaire général adjoint de l'OCHA. Le précédent épisode El Nino, entre 2023 et 2024, a laissé des dizaines de millions de personnes dans le besoin en nourriture, en nutrition, en eau, en assainissement, en soins de santé, en soutien agricole et en protection, a-t-il rappelé.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a confirmé qu'El Nino évoluera rapidement dans les prochains mois vers un épisode intense, augmentant ainsi la probabilité de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles. Si le phénomène El Nino d'il y a deux ans était puissant, celui-ci pourrait être encore pire, selon les scientifiques. Fletcher a indiqué que cette nouvelle menace climatique survient dans un contexte de conflits généralisés et d'augmentation du nombre de personnes déplacées, tandis que la hausse du coût du carburant, des engrais et des denrées alimentaires rend la vie plus difficile pour les familles les plus pauvres.

"Des vagues de chaleur extrêmes, des sécheresses et des inondations vont une fois de plus dévaster des communautés en Amérique latine, en Afrique de l'Est et du Sud, en Asie et dans le Pacifique", a-t-il prédit. Au nom des autres donateurs, il a souligné qu'un "financement rapide et flexible" est nécessaire et qu'il "est proportionnel à l'ampleur du risque". "Et nous appelons à une action climatique plus audacieuse, au lieu des décisions à courte vue et égoïstes qui nous poussent au bord d'un réchauffement de 1,5 degré Celsius", a-t-il souligné.

Vénézuéla : le bilan du double séisme dépasse les 4.560 morts



Le bilan du double séisme du 24 juin au Vénézuéla a été une nouvelle fois révisé à la hausse, dépassant les 4.500 morts, selon des chiffres officiels publiés lundi. "13 juillet : Décédés : 4.561", le nombre de 16.740 blessés restant inchangé", selon le rapport officiel diffusé sur Telegram par le président de l'Assemblée nationale Jorge Rodríguez. Le précédent bilan, daté de dimanche, était de 4.490 morts. Les autorités n'évoquent pas le nombre des disparus. L'ONU avait estimé qu'il pouvait atteindre jusqu'à 50.000 le surlendemain du drame. Certaines projections avancent plutôt un chiffre proche de 10.000. De magnitude 7,2 et 7,5, les deux tremblements de terre se sont produits à 39 secondes d'intervalle et ont principalement touché la capitale Caracas et l'État voisin de La Guaira, où des camps abritent des réfugiés dans des stades, sur des places publiques et sur les trottoirs. Plus de 20.200 personnes sont sinistrées et vivent dans ces lieux de fortune, indique le rapport officiel. Des secouristes vénézuéliens et étrangers continuent de tenter d'extraire des corps ensevelis sous les décombres. Selon le gouvernement, plus de 850 immeubles ont été affectés et 190 se sont totalement effondrés.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Chacal et la Hyène (6)

La hyène, grisée par sa puissance et la supériorité de sa carrure, convoitait la plus belle part du butin. Se tournant vers le chacal, elle déclara d'un ton assuré :

Je suis plus grand et plus fort, c'est moi qui ai porté le coup final. La majeure partie de la viande me revient de droit.

Comprenant que son allié venait de le trahir, le chacal ne fit entendre aucune protestation. Il inclina la tête avec résignation et s'éloigna d'un pas lent.

à suivre

AUX POINGS

« J'ai vu des comportements inacceptables pendant le Mondial. Certains riaient après la défaite contre la Suisse. Quand on représente l'équipe nationale, ce genre d'attitude est tout simplement inadmissible »

L'ancien international algérien, Mehdi Mostefa



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 17 km/h
Humidité : 64%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 12 km/h
Humidité : 66 %

Dohr : 12h54
Assar : 16h45
Maghreb : 20h10
Îcha : 21h47

Jeudi 1er
safir 1448
Sobh : 03h55
Chourouk : 05h42

« DZAIR DIGITAL SERVICES »

La campagne de sensibilisation se poursuit à Alger

Dans le cadre d'une opération de sensibilisation et de formation visant à présenter le portail national des services numériques gouvernementaux « Dzair Digital Services », une campagne se poursuit actuellement à Alger, sous l'organisation du Haut-Commissariat à la numérisation, a indiqué un communiqué de cette institution.

Organisée en coordination avec les services de la wilaya d'Alger, cette campagne se déroule au niveau de la Grande Poste depuis samedi dernier et se poursuivra jusqu'à jeudi. Elle a vocation à être progressivement généralisée à l'ensemble des wilayas du pays. Elle permettra aux citoyens de découvrir le portail Dzair Digital Services, d'apprendre à créer un compte et de bénéficier des différents services numériques gouvernementaux, a précisé la même source. Selon le communiqué, des ingénieurs et cadres spécialisés sont mobilisés tout au long de cette campagne, de 17h00 à minuit, afin d'accompagner les citoyens, de répondre à toutes leurs questions et de leur faire découvrir comment accéder facilement et en toute sécurité aux services numériques, où qu'ils soient et à tout moment.

LES DÉTAILS DE LA HCN

Par ailleurs, le directeur central à la Haute Commission à la numérisation (HCN), Mohamed Laïl, est revenu sur cette campagne en rappelant la mise en place d'un numéro vert (30-17), doté d'un centre d'appels dédié pour répondre aux questions des citoyens sur l'inscription et l'usage des différents services. Intervenant, hier, dans l'émission « L'invité du matin » de la Chaîne 1, le responsable a détaillé le fonctionnement du Portail national des services numériques, ses 21 services actuellement disponibles, ainsi que les grands chantiers qui l'accompagnent.

DES SERVICES POUR TOUS LES CITOYENS ET POUR LES ENTREPRISES

Interrogé sur les publics ciblés, Laïl a précisé que « le portail s'adresse à l'ensemble de la société, qu'il s'agisse de personnes physiques (les particuliers) ou de personnes morales (les entreprises et institutions) ». Concernant l'offre actuelle, il a indiqué que « la première phase du déploiement compte 21 services numériques, répartis entre plusieurs départements ministériels : Intérieur, Collectivités locales et Transport ; Travail, Emploi et Sécurité sociale, ainsi que les services liés à l'allocation chômage ». Le responsable a précisé que « cette liste sera progressivement élargie au fil des prochaines phases, et que ces services sont accessibles de manière uniforme sur l'ensemble du terri-



toire national, sans disparité entre les wilayas ». Pour bénéficier des services du portail, le citoyen doit d'abord s'inscrire en renseignant ses données de base ainsi que ses coordonnées. Cette étape génère une identité numérique provisoire, confirmée par un code temporaire envoyé par SMS ou par courriel. Le citoyen doit ensuite prendre rendez-vous, via le portail ou l'application mobile, auprès de la commune de son choix, a-t-il fait savoir.

LE DATA CENTER NATIONAL, UNE INFRASTRUCTURE CERTIFIÉE

Évoquant le Centre national des services numériques, inauguré par le président de la République, M. Laïl a précisé qu'il dispose d'une certification internationale de niveau Tier 3, garantissant un taux de disponibilité de service de 99,982 %, 24 h/24 et 7 j/7. Le centre, composé de deux sites l'un à Alger et Blida, propose principalement des services de cloud computing, avec une séparation stricte entre un cloud gouvernemental, réservé aux départements ministériels, et un cloud public, destiné aux entreprises, aux particuliers et aux start-up. Grâce à ce dispositif, les administrations ne sont plus tenues de créer leurs propres data centers ni de mobiliser des ressources humaines spécialisées en cybersécurité : elles peuvent héberger leurs données et déployer leurs services via des « centres de données virtuels », le centre national assurant la veille technologique, la sécurité et la maintenance.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Interrogé sur la sécurité des données, le responsable a rappelé que celles-ci sont « protégées par la loi n° 25-11 relative à la protection des données à caractère personnel, ainsi que par le décret présidentiel n° 25-320 encadrant la gouvernance nationale des données ». Plusieurs organismes interviennent dans le contrôle des échanges de données : la Haute Commission à la numérisation, l'Agence nationale

de sécurité des systèmes d'information, et l'Autorité nationale de protection des données personnelles, a-t-il précisé.

Formation des compétences et perspectives : Sur la question des ressources humaines qualifiées face aux cybermenaces, M. Laïl a évoqué la création de trois écoles supérieures dédiées : l'École supérieure de mathématiques, l'École supérieure de cybersécurité et l'École supérieure d'intelligence artificielle, dans le cadre du volet « formation et capital humain » de la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030.

OBJECTIF : 650 SERVICES NUMÉRIQUES

Il a également indiqué que « l'objectif est de porter le nombre de services numériques à 650, en donnant la priorité à ceux ayant un impact direct sur le quotidien des citoyens et sur l'économie nationale ». Un premier palier de 53 services est visé pour permettre à l'Algérie de franchir une étape supplémentaire vers l'e-gouvernement, un critère pris en compte dans les classements internationaux.

Le prochain classement doit être publié en septembre 2026, avec l'espoir, selon M. Laïl, « d'y figurer en bonne position ». L'invité de la chaîne 1 a conclu en rappelant que, « les objectifs fixés par la stratégie nationale doivent se concrétiser d'ici 2030, horizon également retenu pour la vision de l'«Algérie numérique 2030 ».

L. Zeggane

DÉCÈS DE L'ÉMIR PÈRE DU QATAR

Le président Tebboune fait signer, par Ghrieb, le registre de condoléances

Au nom du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre algérien, Sifi Ghrieb, a signé, hier, au siège de l'ambassade de l'État du Qatar à Alger, le registre de condoléances ouvert suite au décès de l'Émir père de l'État du Qatar, Son Altesse Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

L. Z.

RÉALISATION DES ODD

L'Algérie met en avant, à l'ONU, les progrès importants qu'elle a accomplis

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magrama, a mis en avant, dans une allocution prononcée dans le cadre de sa participation aux travaux de la session annuelle du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, tenue au siège de l'ONU à New York, les progrès importants accomplis par l'Algérie dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Magrama a mis l'accent sur les principales réalisations accomplies par l'Algérie en la matière, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour ne citer que la diversification économique hors hydrocarbures, le renforcement de la numérisation et de la gouvernance électronique, l'intégration des jeunes et des femmes, l'accélération de la transition énergétique et le renforcement de la sécurité hydrique, des domaines sur lesquels sont axés les travaux de cette session. Le SG du ministère des AE a également insisté sur l'importance d'établir des partenariats internationaux constructifs, d'œuvrer au traitement des causes profondes des crises, de garantir des opportunités de développement équitables, d'accélérer la réforme de l'architecture financière internationale, de manière à assurer un financement adéquat et durable au profit des pays en développement.

R.N.

FÉLICITATIONS

C'est avec une immense joie et une grande fierté que ta sœur Lydia, tes parents et toute la famille Zeggane t'adressent leurs plus chaleureuses félicitations à l'occasion de ta brillante réussite à l'examen du BAC. Cette belle étape est le couronnement de longues années d'efforts, de persévérance et de détermination. Qu'elle soit le début d'un parcours riche en découvertes, en réussites et en accomplissements. Nous te souhaitons de réaliser tous tes rêves, de poursuivre tes études avec le même enthousiasme et de connaître un avenir à la hauteur de tes ambitions. Bravo Camelia ! Que cette réussite ne soit que le premier chapitre d'une longue série de succès.



SOUS-RIRE

